



LE CHEMIN DEVANT NOUS

L'état d'esprit des citoyens du Burundi
après les élections de 2010

Les résultats des « focus groups » avec des hommes et des femmes du Burundi
20-30 septembre, 2010

Par Andrea L. Levy
Avant-propos du Dr. Christopher Fomunyoh

Février 2011

National Democratic Institute for International Affairs



2030 M Street, NW, Fifth Floor
Washington, DC 20036
Téléphone: 202-728-5500
Fax: 202-728-5520
Site web: www.ndi.org

Ce rapport et l'enquête sur l'opinion publique menée au Burundi par le National Democratic Institute (NDI) n'auraient pas été possibles sans le généreux soutien de National Endowment for Democracy (NED) et de la Fondation Howard G. Buffett. Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions de NED ou de la Fondation Howard G. Buffett.

Toute question concernant le contenu de ce rapport doit être adressée à Kathy Gest, Directrice du département Affaires publiques à NDI, (202) 728-5535, kgest@ndi.org.

Copyright© National Democratic Institute 2011. Tous droits réservés. Ce document peut être reproduit et/ou traduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition de préciser que NDI en est la source, et de lui faire parvenir toute nouvelle traduction.

Crédits - Photo de la couverture: Sylvain Liechti/BINUB.

Crédits - Photo de la quatrième de couverture: Teddy Mazina.

Le Chemin Devant Nous:

L'état d'esprit des citoyens du Burundi après les élections de 2010

Les résultats des « focus groups » avec des hommes et des femmes du Burundi
20-30 septembre 2010

Par Andrea L. Levy
Avant-propos du Dr. Christopher Fomunyoh

Février 2011

National Democratic Institute for International Affairs

SOMMAIRE

LE NATIONAL DEMOCRATIC INSTITUTE	1
AVANT-PROPOS.....	2
PREFACE.....	4
CARTE DU BURUNDI	6
PAROLES DE BURUNDAIS	7
RESUME.....	8
LES PRINCIPAUX RESULTATS	14
I. LE PROCESSUS ELECTORAL ET SES CONSÉQUENCES	14
II. LES DIMENSIONS GENRE, ETHNIQUE ET RELIGIEUSE DU VOTE.....	26
III. LA DIRECTION GÉNÉRALE DU PAYS	29
IV. LA SÉCURITÉ, LES DROITS CIVILS ET LES LIBERTÉS PUBLIQUES	35
V. L'ACTION DU GOUVERNEMENT.....	38
VI. LES PERSPECTIVES D'AVENIR	43
CONCLUSIONS	45
Annexe A: Les Opinions Sur Les Autres Partis Politiques	47
Annexe B: Distribution Démographique Des Participants	49
Annexe C: Notes Méthodologiques	52
Annexe D: Le Guide Du Modérateur.....	54
Annexe E: A Propos De L'Auteur	60

LE NATIONAL DEMOCRATIC INSTITUTE

Le National Democratic Institute (NDI) est une organisation sans but lucratif, non partisane et non gouvernementale qui répond aux aspirations des peuples à vivre dans des sociétés démocratiques qui reconnaissent et promeuvent les droits humains fondamentaux. Depuis sa création en 1983, NDI et ses partenaires locaux œuvrent au soutien et au renforcement des organisations politiques et civiques, à la surveillance des élections, à la promotion de la participation des citoyens, et à celle de la transparence et de la responsabilité de la gouvernance. Avec les membres de son personnel et des experts politiques bénévoles venant de plus de 100 pays, NDI réunit des individus et des groupes qui mettent en commun leurs idées, leurs connaissances, leurs expériences et leur savoir-faire. Les partenaires de NDI sont en prise directe avec les bonnes pratiques du développement démocratique international qui peuvent être adaptées aux besoins de leurs propres pays. L'approche multinationale de NDI renforce le message que s'il n'existe pas de modèle unique en matière de démocratie, toutes les démocraties partagent certains principes fondamentaux. L'Institut travaille dans le respect des principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il promeut aussi le développement de la communication institutionnelle entre les citoyens, les institutions politiques et les élus, et renforce leurs capacités à améliorer la qualité de vie de tous les citoyens. Pour plus d'informations sur NDI, consultez son site www.ndi.org.

AVANT-PROPOS

Depuis son indépendance en 1962, le Burundi a connu une histoire en dent de scie, ponctuée de troubles politiques, de coups d'état, de violences ethniques et de périodes de guerre civile. Malgré la tenue d'élections crédibles en 1993, le pays est tombé dans une décennie d'instabilité jusqu'à la signature de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation en 2000. Cet accord a permis de poser les fondations d'une transition démocratique dont les Burundais espéraient qu'elle mène à la paix, la réconciliation et la démocratie. Les élections réussies de 2005 paraissaient avoir mis le Burundi sur les rails prometteurs du développement démocratique.

Bien que le processus de transition décrit dans l'accord d'Arusha se soit terminé avec les élections de 2005, le Burundi prévoyait de réaliser une autre avancée démocratique conséquente par la tenue en 2010 des premières élections présidentielles au suffrage universel depuis 1993. La majorité des burundais espéraient vivement que les institutions et les dirigeants de leur pays réussiraient le test de ces élections afin de consolider un développement démocratique pacifique.

La participation électorale aux élections communales du 24 mai fut particulièrement importante. Les communales étaient la tête de pont d'une série d'élections qui allait culminer avec les élections *collinaires* en septembre. Vingt-trois partis politiques burundais présentèrent des candidats pour les élections locales. A l'issue des résultats annonçant le parti au pouvoir, le Congrès National pour la Défense de la Démocratie- Forces pour la Défense de la Démocratie (CNDD-FDD) gagnant d'une large majorité des votes, le processus a commencé à se détériorer. Les candidats de l'opposition annoncèrent qu'ils boycotteraient les élections législatives et présidentielles, argumentant que le CNDD-FDD avait manipulé les élections. Au cours des quatre autres scrutins réalisés après les élections locales, la violence d'ordre politique et les intimidations commencèrent à augmenter dans le pays. Le gouvernement répondit à cette situation en interdisant les efforts de l'opposition qui voulait organiser des campagnes en faveur du boycott. La participation électorale diminua fortement pour les élections présidentielles et législatives. En l'absence d'une concurrence forte, le président en exercice Pierre Nkurunziza et le CNDD-FDD conservèrent la présidence ainsi qu'une large majorité au parlement. A la place du procédé démocratique participatif et pluripartite que les burundais avaient envisagé, le Burundi postélectoral ressemble de facto à un Etat au parti unique. Le discours politique est devenu plus stérile et de nombreux dirigeants de l'opposition ont fui le pays.

Pendant la période post-électorale, NDI a réalisé une série de « focus groups » afin de collecter les opinions des citoyens sur le processus électoral et d'autres thèmes en lien avec la gouvernance. Que pensaient les citoyens du boycott? Ont-ils senti qu'ils étaient libres de voter selon leur propre volonté? Quels sont les problèmes qu'ils aimeraient que le gouvernement traite dans les années à venir? Après le boycott, croient-ils encore aux élections? Quarante groupes au total ont été réalisés dans 22 communautés, qui ont offert aux participants burundais, tant en milieu urbain que rural, un cadre neutre et non partisan pour faire entendre leurs voix.

Dans ce rapport, leurs voix ont été entendues—et il y a de nombreux points positifs qu’il convient de souligner. Malgré le cycle électoral problématique de 2010, les burundais croient encore à la démocratie et aux élections comme meilleur moyen de choisir les dirigeants de leur pays. Plus important encore, dans une région connue pour ses conflits ethniques, les burundais ayant participé affirment aujourd’hui que ce sont les différences régionales, politiques et économiques qui les distinguent les uns des autres, à l’opposé du clivage Hutu-Tutsi qui a toujours été le facteur déterminant par le passé. Les burundais affirment en outre que leur pays avance dans la bonne direction, du fait de l’amélioration des services sociaux et des politiques de développement.

Les citoyens du Burundi perçoivent également de nombreux défis pour leur nouveau gouvernement. Ils espèrent notamment du gouvernement et des partis d’opposition qu’ils engagent un dialogue et qu’ils travaillent ensemble pour faire avancer le pays. La corruption, l’augmentation du coût de la vie, l’insécurité et l’impunité sont aussi des préoccupations majeures. Six mois après les élections, l’environnement politique au Burundi est encore tendu. De nombreux burundais s’inquiètent de ce que l’espace politique continue à se rétrécir et que de sérieux crimes et violations des droits de l’homme ne fassent pas l’objet d’enquête, ou restent impunis.

Au fil des ans, le NDI a mis en place des études d’opinion dans plus de 45 pays autour du monde. Les résultats des « focus groups » ont été utilisés pour développer des programmes d’éducation civique, pour assister les partis politiques dans le développement de plateformes plus effectives ou dans le développement de leurs stratégies de campagne, ou encore pour attirer l’attention sur les attentes des citoyens. Le NDI espère que les résultats des « focus groups » qui ont été menés au Burundi stimuleront un dialogue entre les démocrates burundais—au gouvernement, au sein de l’opposition et de la société civile—sur la façon la plus adéquate de répondre à ces attentes, y compris sur la meilleure façon de remettre le pays sur le chemin démocratique qu’il s’était tracé à la signature de l’accord d’Arusha.

Dr. Christopher Fomunyoh
Docteur ès Sciences politiques
Directeur des programmes pour
l’Afrique au NDI

PREFACE

Nombreux sont ceux qui s'attendaient à ce que les élections de 2010, les premières au suffrage universel direct depuis 1993, soient la marque de la maturité démocratique du Burundi. Les événements qui se sont produits ont donc été une déception pour presque tous ceux qui s'étaient impliqués dans les élections – des électeurs burundais aux leaders politiques et aux membres de la communauté internationale qui avaient prêté leur concours technique et financier au processus électoral.

Pour comprendre comment les citoyens perçoivent le processus électoral et l'avenir de leur pays, NDI a mené en septembre 2010 une étude qualitative de l'opinion publique, impliquant 40 « focus groups » dans tout le Burundi. L'étude portait spécifiquement sur:

- les perceptions de la façon dont s'est déroulé le processus électoral ;
- l'influence du sexe, de l'ethnicité et de la religion sur les comportements de vote ;
- les perceptions du niveau de sécurité et de libertés publiques dont jouissent les citoyens du Burundi ;
- les attitudes vis-à-vis de l'action du gouvernement ;
- les attentes concernant l'évolution du pays.

Les résultats des « focus groups » et leur utilisation. Les « focus groups » sont des groupes de discussion semi-structurés encadrés par un modérateur selon un protocole préétabli. Sauf mention du contraire, les conclusions présentées ici représentent les opinions formulées communément et de façon répétée par les participants. Les interactions entre les participants d'un « focus group » apportent des éclairages sur ce que pensent et ressentent les citoyens, et permettent souvent de comprendre mieux que lors d'un entretien individuel le pourquoi des positions exprimées. Les informations récoltées de cette façon reflètent les valeurs et les besoins des citoyens et sont précieuses pour les décideurs car elles les aident à tester leurs hypothèses et à tenir compte des aspirations de leurs concitoyens dans leurs politiques.

Un instantané de l'opinion publique. Les enquêtes sur l'opinion publique, dont celles qui utilisent des « focus groups », ne sont que des instantanés de l'opinion au moment où elles sont menées. L'opinion publique est dynamique et évolue au gré de la façon dont les individus vivent les événements importants. Par conséquent, les conclusions de ce rapport ne représentent que les opinions des participants au moment de l'enquête.

Un outil qualitatif. L'outil du « focus group » est qualitatif et non quantitatif. Même si la méthode du « focus group » est la meilleure pour comprendre les fondements des positions communément rencontrées, comme le nombre total des participants est toujours relativement peu élevé, ceux-ci ne constituent pas un échantillon représentatif de la population. Ce rapport reflète les opinions des citoyens du Burundi qui ont participé à cette étude. A titre de facilité, des termes généraux, comme « les gens » ou « les citoyens » peuvent être utilisés à l'occasion dans ce rapport pour exposer leurs positions, cependant, le lecteur doit se reporter au tableau de la distribution démographique des participants aux « focus groups » et aux notes méthodologiques à la fin du rapport pour savoir quel est le sous-ensemble des individus interviewés pour cette étude.

Les perceptions des participants versus les réalités politiques. Les *perceptions* des participants à ces « focus groups » ne reflètent pas nécessairement la *réalité*. Souvent les citoyens ordinaires ne jugent les progrès qu'à l'aune des changements dans leur quotidien. Les améliorations dans des domaines où leurs intérêts immédiats ne sont pas en jeu (même si elles sont importantes dans un contexte plus large) ne sont pas toujours considérées comme des progrès par les individus. Les participants à cette étude se trompent parfois dans leurs affirmations et ont souvent des opinions basées sur une lecture erronée, ou partiellement correcte seulement, du monde qui les entoure. Cependant, même si leurs perceptions ne correspondent pas à des réalités, elles sont d'une importance indéniable. Les citoyens prennent leurs décisions en s'appuyant sur ce qu'ils croient. S'ils n'ont pas connaissance de ces perceptions, les décideurs et les autres acteurs n'auront pas la possibilité de les corriger. Ainsi, le but de cette enquête est de faire connaître aux leaders politiques et aux leaders de la société civile du Burundi les perceptions et les opinions des participants, qu'elles soient bien fondées ou non, afin qu'ils puissent mieux comprendre les préoccupations de l'ensemble de la population et y répondre.

CARTE DU BURUNDI



United Nations Map No. 3753 Rev. 6 September 2004

PAROLES DE BURUNDAIS

Les citations ci-dessous reflètent les recommandations formulées par les participants burundais en vue d'assurer un avenir serein et prospère à leur pays.

« Il faut qu'il y ait entente entre le pouvoir et ceux qui ont fui le pays, sinon la situation va s'empirer. »

« Moi je pense que quand on appliquera la tolérance zéro contre la corruption, alors le Burundi se développera. »

« Le Burundi ... irait dans la bonne direction s'il y avait des négociations avec ses opposants. Il irait mieux si la justice était indépendante, s'il y avait la sécurité pour tous et si tout était bien organisé. »

« Moi, une fois qu'on en aura fini avec la corruption, les enfants étudiés, les tueries arrêtées, le Burundi sera bon. »

« En 2011 le Burundi sera meilleur si le Président et ses collaborateurs travaillent ensemble. »

« Si ceux qui sont allés dans le maquis retournent dans le pays, le Burundi se développera. »

« Si le Président met en application ses promesses lors de son investiture, je pense que le Burundi pourra renaître. »

RESUME

Le présent rapport porte sur une étude de l'opinion publique réalisée au Burundi. Il repose sur des entretiens organisés dans 40 « focus groups » réunissant près de 500 Burundais dont l'objet était de cerner les opinions et les sujets de préoccupation des citoyens burundais à propos du cycle électoral de 2010. Comme dans toutes les enquêtes d'opinion publique de NDI, les participants ont aussi été invités à donner leurs points de vue sur l'action du gouvernement, la sécurité, le respect des droits de l'homme et sur les problèmes dans ces domaines. Les principaux résultats sont résumés ci-dessous. Les résultats complets, accompagnés d'une sélection de citations des réponses des participants sont détaillés dans la section intitulée « Les principaux résultats ».

I. Le processus électoral et ses conséquences

- **Les participants ont fait preuve d'une très bonne connaissance des élections qui ont eu lieu et d'une relativement bonne connaissance des noms des candidats.** Tous les groupes, au moins au prix d'un effort collectif, ont été capables de nommer les quatre élections directes¹ qui ont eu lieu: les communales ; les présidentielles ; les législatives (Assemblée nationale) et les élections des conseils de collines ou de quartiers. En ce qui concerne les candidats, les plus connus par tous les groupes sont Pierre Nkurunziza et Agaton Rwasa.
- **La participation aux élections communales a été massive.** Le nombre des votants a commencé à baisser à certains endroits pour les élections présidentielles en signe de protestation contre la fraude et par solidarité avec le boycott.
- **Les participants sont partagés en ce qui concerne leur satisfaction à propos du cycle électoral – environ la moitié des groupes seulement se disent tout à fait heureux de ce qui s'est passé durant les élections.** Leur satisfaction du résultat est la principale raison de leur optimisme. Le sentiment positif vis-à-vis du processus électoral est généralement lié, ce qui n'est pas étonnant, à la satisfaction des résultats: la victoire du CNDD-FDD et l'impression que la paix et la sécurité règnent maintenant dans le pays. En général, cette satisfaction l'emporte sur toute autre considération négative relative au processus des élections en lui-même. Les participants qui ont une attitude positive vis-à-vis des élections disent que les allégations que les élections communales ont été volées n'ont jamais été prouvées. Certains sont cyniques sur les allégations de fraude et sur le boycott. Ils affirment que si les partis se sont retirés ce n'est pas parce qu'ils croyaient vraiment que les élections avaient été volées, mais parce qu'ils avaient peur de perdre.
- **A l'appui de leur mécontentement du processus électoral, les participants citent en premier lieu les fraudes, les intimidations et les violences qui en ont résulté.** Les attitudes négatives concernant la façon dont se sont déroulées les élections tournent autour des raisons suivantes: il y a effectivement eu des fraudes et

¹ Il y a eu en fait cinq élections lors du cycle électoral de 2010 au Burundi. La cinquième était celle des sénateurs au suffrage indirect.

des irrégularités ; il ne fallait pas poursuivre le processus après le retrait des autres partis politiques ; il y a eu de nombreux cas d'intimidation et de manipulation.

- **Environ la moitié des groupes seulement soutiennent fermement la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI).** Bien évidemment, ceux qui estiment que, dans l'ensemble, les élections ont été libres et équitables ont tendance à soutenir la CENI, alors que ceux qui sont foncièrement insatisfaits du processus, sont critiques à son égard.
- **C'est à l'opposition et à la CENI que s'adressent la majorité des critiques à propos des violences qui ont accompagné les élections.** Beaucoup de participants reprochent à l'opposition de s'être retirée des élections et à la CENI sa mauvaise gestion, en particulier son incapacité à gérer le conflit entre le parti au pouvoir et l'opposition, son choix de ne pas annuler les élections communales, ou sa partialité vis-à-vis du parti au pouvoir.
- **Répondant à une question concernant les dires des médias faisant état d'exactions du gouvernement à l'encontre des partis d'opposition,² environ la moitié des groupes désapprouvent le comportement du gouvernement, tandis que dans l'autre moitié des groupes, les participants accusent plutôt les partis d'opposition, ou sont hésitants car ils se posent des questions sur la véracité de ce qui est rapporté dans les médias.** Ceux qui critiquent le comportement du gouvernement félicitent les médias d'avoir rapporté ces événements et disent que ces exactions montrent qu'il n'y a pas de véritable démocratie au Burundi. Ceux qui accusent les partis d'opposition disent que le gouvernement a agi correctement en interrompant leurs réunions, dans la mesure où l'opposition n'avait pas demandé l'autorisation de les tenir et où ces réunions pouvaient servir à fomenter une insurrection.
- **Les participants sont aussi divisés sur la question de savoir si les leaders de l'opposition devaient obligatoirement quitter le pays.** Ceux pour qui le départ des leaders de l'opposition n'était pas obligatoire disent que ces leaders auraient dû garder leur flegme et patienter: à court terme, attendre de voir comment se poursuivaient les élections et, à plus long terme, attendre que vienne leur tour d'être légitimement élus. Ils disent qu'en quittant le pays, ces leaders ont abandonné leurs partisans et montré qu'ils se souciaient peu de l'avenir du pays. Ceux pour qui le départ des leaders était inévitable pensent qu'ils étaient en danger imminent d'être menacés ou assassinés. Les participants peuvent être en désaccord sur le caractère d'urgence du départ de ces leaders mais la plupart d'entre eux partagent l'inquiétude que l'opposition complète de reprendre le pouvoir par la force.

² La question était formulée ainsi: « Les médias ont rapporté que le gouvernement avait interrompu des réunions de l'opposition, fermé certains de ses bureaux et arrêté certains de ses membres. Que pensez-vous de ces événements qui ont été rapportés par les médias ? »

- **La plupart des participants disent que la réconciliation dans les mois à venir entre le parti au pouvoir et l'opposition est possible si les deux parties font de bonne foi l'effort de nouer un véritable dialogue avec l'aide d'un médiateur neutre.**³
- II. La direction générale du pays
- **La plupart des groupes ont des avis partagés, plutôt qu'unanimement positifs ou unanimement négatifs, sur l'évolution actuelle du pays.** Ceux qui dans l'ensemble sont d'avis, avec quelques réserves ou sans aucune réserve, que le pays va dans la bonne direction (environ un quart d'entre eux) sont plutôt des groupes vivant à la campagne – les agriculteurs et les groupes de Batwas – et majoritairement des groupes de femmes. Les groupes (8) qui ont à une écrasante majorité des opinions négatives sur la direction du pays sont le plus souvent des groupes de commerçants et d'artisans – et quatre (4) d'entre eux sont de Bujumbura.
 - **La sécurité et les politiques sociales sont à la base de l'optimisme des participants.** Pour étayer leur impression que le pays va dans la bonne direction, les participants évoquent le sentiment de sécurité éprouvé dans leurs communautés, ainsi que la gratuité de l'enseignement primaire, la gratuité des soins de santé pour les enfants de moins de 5 ans, la gratuité des consultations prénatales et de l'accouchement dans les centres de santé, et la construction de routes, d'écoles et d'hôpitaux.
 - **Les tensions ethniques ne constituent plus une préoccupation majeure.** Les participants notent que ce sont maintenant les différences régionales, politiques ou économiques qui divisent le pays, plutôt que les clivages ethniques.
 - **Les problèmes économiques, l'insécurité et l'impunité sont les raisons majeures du pessimisme des participants.** Les participants se plaignent du niveau élevé du taux de chômage et du taux d'inflation et, pour les agriculteurs, de l'augmentation du coût des intrants agricoles – et de la pauvreté et la disette qui en découlent. Ils se plaignent aussi du peu d'attention donnée au développement du secteur agricole et du secteur industriel. En outre, les participants parlent d'encouragement à la récidive – ils disent que ceux qui commettent des crimes, même s'ils sont appréhendés, sont ensuite systématiquement remis en liberté. Ils ne sont pas punis et l'affaire est classée sans suite. Ils pressent le gouvernement de condamner fermement ces pratiques et d'y mettre fin.
 - **Les disputes foncières sont les sources de conflits les plus fréquemment citées.** En particulier, les participants évoquent les disputes autour de l'héritage entre les frères et sœurs et entre les enfants des différentes femmes en cas de polygamie, ainsi que les conflits entre les rapatriés et ceux qui se trouvent maintenant sur leur terres.

³ Du fait d'une erreur des modérateurs, cette question n'a été posée qu'à la moitié des groupes.

- **Les participants se plaignent de l'égotisme des hommes politiques et les accusent de corruption.** Une grande part du mécontentement des participants s'adresse aux hommes politiques qu'ils accusent, au mieux, d'être totalement indifférents au bien-être de la population, et au pire d'être corrompus (de voler les fonds publics).

III. La sécurité, les droits civils et les libertés publiques

- **Environ la moitié des groupes disent qu'ils ne se sentent pas en sécurité, à cause du banditisme et de la menace de voir resurgir les violences politiques.** La tuerie de Rukoko, où des agriculteurs et du bétail ont été assassinés, et la découverte de cadavres dans le lac Tanganyika et près de la Rusizi inquiètent tout particulièrement les participants. Certains y voient le signal d'une nouvelle période de conflit et d'instabilité politique.
- **Beaucoup de participants se plaignent de l'absence de justice et de la violation des droits de l'homme et des libertés publiques.** Beaucoup de participants se plaignent que le système juridique est corrompu, que ceux qui n'ont aucun pouvoir (les « petites gens ») n'obtiennent jamais justice et que les pots de vin sont monnaie courante. Ils citent aussi des cas de détention arbitraire ou de torture, et l'absence de liberté d'expression.
- **En matière de libertés publiques, les participants considèrent qu'ils ont très peu de possibilités d'exposer un problème aux autorités locales ou d'être propriétaire de leurs terres.** En revanche, la plupart d'entre eux se disent libres d'aller et venir dans tout le pays sans aucun problème.

IV. L'action du gouvernement

- **Les participants donnent d'excellentes notes au gouvernement du CNDD-FDD pour sa politique sociale et sa politique de développement.** Mais ce gouvernement est accusé de corruption, de violations des droits humains et des libertés publiques, et du déclin de l'économie. Toutefois, un quart des groupes n'a aucun reproche à faire au gouvernement.
- **Les participants sont très préoccupés par la corruption et disent qu'elle est généralisée dans le pays.**⁴ Les participants insistent plus sur la petite corruption à laquelle ils sont confrontés au quotidien – l'obligation de donner un pot-de-vin pour bénéficier des services de base, pour obtenir un emploi, et, plus insidieusement, pour obtenir justice auprès de la police ou dans les tribunaux – que sur le détournement des fonds publics par les politiciens.

⁴ On avait demandé aux participants dans quelle mesure ils considéraient qu'il y avait un problème de corruption au Burundi : beaucoup, d'une certaine façon oui, un peu ou pas du tout.

- **Les participants sont partagés sur la question de la protection des droits de l'homme par le gouvernement ;** néanmoins la plupart de ceux qui la qualifient de moyenne ou d'insuffisante manifestent un certain optimisme pour l'avenir.⁵ Ceux qui donnent de mauvaises notes au gouvernement se plaignent avec beaucoup de véhémence de l'impunité. Ils sont très préoccupés par multiplication du nombre de crimes non élucidés. La plupart de ceux qui ont donné de mauvaises notes au gouvernement manifestent un certain optimisme sur l'amélioration à l'avenir de son action en matière de droits de l'homme. Ils pensent que comme le gouvernement veut prendre un nouveau départ, il va progresser dans ce domaine – mais ils disent qu'il lui faudra déployer des efforts importants pour que la situation des droits de l'homme s'améliore.
- **Beaucoup de participants sont inquiets du régime de parti unique de facto instauré par le gouvernement.** Ceux qui sont les plus critiques font valoir dans leurs protestations que donner des pouvoirs démesurés au parti au gouvernement c'est mettre en péril le processus démocratique. Ils font valoir aussi que cela conduira au népotisme et au favoritisme, à un système dans lequel ceux qui ne sont pas membres du parti seront dans l'impossibilité d'accéder aux biens ou aux services, et plus grave, d'obtenir un emploi.
- **Le Président Pierre Nkurunziza plus encore que l'ensemble du gouvernement recueille les faveurs des participants.** Lorsqu'ils formulent des critiques, elles sont le plus souvent adressées à ses collaborateurs qui n'appliquent pas ses politiques. Néanmoins, ils souhaitent le voir en faire plus en faveur de l'économie, de la lutte contre la corruption, de la protection des droits de l'homme et des droits civils et de la réconciliation avec l'opposition.
- **La plupart des participants auraient voté pour Pierre Nkurunziza même en l'absence de boycott.** Lorsque l'on a demandé aux participants quel candidat à la présidence ils auraient choisi s'il n'y avait pas eu de boycott, à une écrasante majorité, les groupes ont désigné Pierre Nkurunziza.

V. Les perspectives d'avenir

- **Les réponses des participants montrent qu'ils tendent à être un petit peu moins optimistes sur ce que leur réserve l'avenir.** Leur plus grande incertitude tourne autour des leaders de l'opposition qui sont à l'étranger. Les participants souhaitent vivement qu'il y ait des pourparlers de réconciliation entre le gouvernement et l'opposition. De plus, ils demandent que le gouvernement s'attaque à tous les problèmes décrits précédemment: la crise économique, la criminalité, l'impunité, la partialité de la justice, la violation des droits civils, etc.

⁵ On avait demandé aux participants comment ils notaient l'action du gouvernement en matière de protection des droits de l'homme : excellent, bon, moyen ou insuffisant.

- **Les élections de 2010, même mouvementées, n'ont pas entamé la confiance des participants burundais dans le processus démocratique.** Ils souscrivent toujours sans réserve au principe des élections qu'ils considèrent comme le meilleur moyen de choisir les dirigeants du pays. Ils disent que les élections sont un moyen d'obliger les dirigeants à rendre des comptes à leurs concitoyens, et qu'elles permettent aux citoyens de choisir des dirigeants ayant les qualités qui leur semblent importantes et en qui ils ont confiance.

LES PRINCIPAUX RESULTATS

I. Le Processus Electoral et ses Conséquences

1. **Il n'y a pas de consensus des positions à propos du déroulement du processus électoral de 2010.**

Il a été demandé aux participants ce qu'ils pensaient des campagnes des partis politiques avant les élections. Dans la plupart des groupes, les avis sont partagés: ni unanimement positifs, ni unanimement négatifs. Selon les endroits, il y a des différences nettes d'appréciation sur le déroulement de la campagne électorale et/ou des différences concernant l'attention prêtée par les participants à sa couverture dans les médias. Certains participants notent que le processus a été marqué par la violence et l'intimidation, soit dans leur région, soit ailleurs, alors que d'autres se félicitent que la campagne se soit déroulée sans violence. Certains déplorent l'utilisation d'un langage grossier et provocant, alors que d'autres se félicitent que les discours soient restés polis.

2. **L'absence de violence perçue durant le processus est la principale source d'optimisme.**

Le plus important des arguments de ceux qui ont une opinion positive de la campagne électorale, est qu'elle s'est, la plupart du temps, déroulée pacifiquement avec peu ou pas du tout de violence. De plus, un peu plus de la moitié des groupes disent que la campagne électorale leur a permis de connaître et de comprendre les plates-formes électorales des différents partis.

« Les campagnes se sont bien passées et on s'y était bien préparés parce que la sécurité était suffisante. »
(Étudiant, Kamenge)

« Les campagnes électorales se sont bien déroulées. Personne n'a été tué ou été victime de violence. »
(Commerçante, Kinama)

« Je pense que la campagne s'est bien déroulée. Les gens rentraient paisiblement sans s'agresser mutuellement. » (Agricultrice/Éleveuse, Nkundisi)⁶

« En général, la propagande a permis de comprendre les programmes des partis. Le jour du scrutin, tu votais à base du programme qui t'avait séduit. » (Agricultrice, Buye)

⁶ Lorsque deux professions sont représentées dans un groupe, elles sont toutes deux mentionnées dans l'attribution de la citation.

3. Les participants se montrent extrêmement désireux, et au demeurant profondément sceptiques, de voir s’accomplir les promesses de campagne des candidats.

Les participants expriment leur fervent espoir que les promesses faites au cours de la campagne se réaliseront. Mais même parmi ceux qui ont une opinion positive sur la campagne électorale, nombreux sont ceux qui se disent extrêmement sceptiques sur la matérialisation de ces promesses.

« J’ai participé aux campagnes électorales et je les ai beaucoup appréciées car elles se sont déroulées en paix. Si les politiciens parviennent à réaliser les projets dont ils ont parlé ça sera une très bonne chose. »
(Commerçante, Kinama)

« Ce que nous pensons de ces campagnes c’est que nous souhaitons que les nouveaux élus tiennent leurs promesses. » (Agricultrice, Rapatriée, Mutambara)

« Ils disaient que si tu votes pour eux, ils feront telle ou telle autre chose pour toi mais ce qui est dommage c’est qu’ils ne le font pas. » (Commerçante/Fonctionnaire, Nyakabiga)

« Ils ont mené des campagnes, ils promettent de belles choses qu’ils ne mettent pas en application, ils n’aboutissent à rien. » (Homme artisan, Buyenzi)

4. Ceux qui ont principalement des opinions négatives sur le déroulement de la campagne citent en exemple les violences et les tentatives d’intimidation qui se sont produites. Certains blâment aussi la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) qui, à leurs yeux, a manqué d’objectivité et favorisé le parti au pouvoir. D’autres déplorent de ne pas avoir pu obtenir suffisamment d’informations au cours de la campagne.

Ceux qui ont une opinion négative sur la campagne électorale disent qu’à certains endroits, il y a eu des violences, ainsi que des tentatives d’intimidation et des accrochages entre les différents partis.

« La campagne électorale s’est caractérisée par la violence et le terrorisme. Beaucoup de personnes ont été emprisonnées et d’autres ont fui le pays à cause de la rivalité entre les partis politiques. Par exemple, ici chez nous, les membres du CNDD-FDD et ceux du FNL se sont lancés des pierres lors d’un meeting. »
(Agriculteur, Ruyaga)

« Les politiciens venaient nous enseigner la haine et après on s’entretenait pendant qu’eux sont retournés chez eux. » (Agriculteur, Rapatrié, Gisuru)

« La campagne électorale a eu lieu mais ne s’est pas bien déroulée. Dans certains partis politiques, particulièrement le CNDD-FDD et le FNL, il y avait des gens chargés d’identifier les personnes qui avaient participé à tel ou tel meeting. » (Agricultrice, Turangure)

Certains mentionnent que la CENI n'a pas appliqué à la lettre le code électoral et qu'elle l'a assoupli pour le parti au pouvoir en lui permettant d'organiser ses meetings électoraux dans les écoles ou d'utiliser les véhicules du gouvernement.

« Les personnes qui sont dans les affaires ont utilisé les moyens de l'État ; certains avaient droit aux terrains tandis qu'on les refusait à d'autres. Le CNDD-FDD pouvait mener sa campagne sur les terrains des écoles tandis qu'on ne permettait pas à d'autres. » (Commerçant/Artisan, Ruziba)

Environ la moitié des groupes estiment qu'il ne leur a pas été fourni assez d'informations lors de la campagne électorale. Ceci pour les raisons suivantes :

- Certains partis se contentaient de critiquer leurs adversaires (en termes provocants et grossiers), au lieu d'exposer leurs programmes.
- L'essentiel des discours n'était que démagogie et promesses creuses.
- Certains partis n'étaient pas assez précis sur leurs projets ou ne consacraient pas assez de temps à expliquer leurs programmes.
- Les plateformes électorales des différents partis étaient trop proches les unes des autres pour qu'il soit possible de les différencier.
- Certains partis ont négligé de se rendre à certains endroits pendant la campagne électorale.

« Les partis politiques, surtout le CNDD-FDD ... les mots qu'ils ont employés n'avait rien comme élément constructif. C'était plutôt des mots vulgaires qui semaient la terreur. » (Commerçant/Artisan, Iteba)

« On n'a pas pu comprendre leurs programmes parce qu'ils ne nous les expliquaient pas ; ils venaient nous dire de voter pour eux seulement. » (Agriculteur, Rapatrié, Gisuru)

« Les campagnes n'ont pas permis aux gens de comprendre les programmes parce que tous les candidats présentaient presque les mêmes programmes. » (Commerçante/Fonctionnaire /Artisan, Ruyigi)

5. Les participants font preuve d'une très bonne connaissance des élections qui ont eu lieu et d'une relativement bonne connaissance des noms des candidats.

Tous les groupes, à tout le moins au prix d'un effort collectif, ont été capables de nommer les quatre élections⁷ qui ont eu lieu :

- les communales ;
- les présidentielles ;
- les législatives: pour l'Assemblée nationale ;
- les élections des conseils de collines ou de quartiers.

En ce qui concerne les candidats, les plus connus par tous les groupes sont Pierre Nkurunziza et Agaton Rwasa. Deux autres assez bien connus sont Alexis Sinduhije et Yves

⁷ Il y a eu en fait cinq élections lors du cycle électoral de 2010 au Burundi. La cinquième était celle des sénateurs au suffrage indirect.

Sahinguvu. Domitien Ndayizeye, Pascaline Kampayano et Leonard Nyangoma⁸ sont un peu moins bien connus.

En général, les femmes et ceux qui habitent à la campagne ont eu tendance à moins bien connaître la liste des candidats que les hommes et ceux de Bujumbura Ville.

6. La participation aux élections communales a été massive ; le nombre des votants a commencé à baisser à certains endroits pour les élections présidentielles en signe de protestation contre la fraude et par solidarité avec le boycott.

Presque tous les participants disent avoir voté lors des élections communales. Ceux qui n'ont pas voté lors de ces élections invoquent un empêchement personnel ou des contraintes de temps (comme d'avoir été malade ou trop occupé) ou des erreurs de procédure (comme de se présenter au mauvais bureau de vote).

A partir du second scrutin – les élections présidentielles – il y a eu une certaine baisse de la participation (selon le témoignage des personnes interrogées). On a allégué, dans certains endroits, que c'était à cause du problème des fraudes commises lors des élections communales et pour respecter le boycott de l'opposition. Ce sont les groupes des communes suivantes qui ont eu le plus tendance à ne plus aller voter après les élections communales: Kamenge, Buyenzi (hommes), Ruyaga, Ruyigi, Rweza, Muyinga et Iteba.

En règle générale, les hommes beaucoup plus que les femmes se sont abstenus de voter lors des scrutins ultérieurs pour des raisons politiques et/ou idéologiques. Lorsque les femmes avaient choisi de ne pas voter lors des scrutins suivants, c'était plus souvent pour des raisons personnelles ou faute de temps.

« Je n'ai pas élu le Président parce que les élections étaient truquées ; ils ont fraudé. »
(Commerçant/Artisan, Iteba)

« J'ai constaté que les premières élections n'ont pas bien marché et j'ai décidé d'abandonner le reste des élections. » (Commerçant/Artisan, Muyinga)

« Moi, je n'ai pas été aux présidentielles car il était candidat unique. Même si seule une personne votait pour lui, il avait déjà gagné les élections. » (Étudiant, Kamenge)

« Moi, je n'ai pas voté lors des présidentielles parce que j'étais à l'hôpital, mon enfant étant gravement malade. » (Agricultrice, Rapatriée, Mutambara)

Même parmi ceux qui n'étaient guère satisfaits à l'idée de voter pour un parti unique, il y en a certains qui ont choisi de voter aux élections suivantes par patriotisme ou par devoir moral.

« Moi, j'y suis allé parce que j'aime le pays. » (Étudiant, Kamenge)

⁸ Les partis politiques des candidats: Pierre Nkurunziza (CNDD-FDD), Agathon Rwasa (FNL), Alexis Sinduhije (MSD), Yves Sahinguvu (UPRONA), Domitien Ndayizeye (FRODEBU), Pascaline Kampayano (UPD-Zigamibanga), Leonard Nyangoma (CNDD).

- 7. Les participants sont partagés en ce qui concerne leur satisfaction à propos du cycle électoral – environ la moitié des groupes seulement se disent tout à fait heureux de ce qui s’est passé durant les élections. Leur satisfaction du résultat est la principale raison de leur optimisme.**

Il a été demandé aux participants ce qu'ils pensaient du déroulement des élections. Environ la moitié des groupes sont dans l'ensemble satisfaits, tandis que l'autre moitié des groupes sont soit plutôt insatisfaits, soit partagés sur le sujet.

En règle générale, le sentiment positif à l'égard du déroulement des élections est lié, et c'est normal, à la satisfaction des résultats :

- la victoire du CFDD-FDD ;
- le sentiment que maintenant la paix et la sécurité règnent dans le pays.

En général, cette satisfaction l'emporte sur toute autre considération négative relative au processus des élections en lui-même.

Les autres motifs de satisfaction sont :

- la conviction que les gens étaient libres de voter pour le candidat de leur choix, sans coercition et sans crainte ;
- le taux très élevé de participation ;
- le soulagement que les élections se soient déroulées de façon pacifique.

« Nous sommes satisfaites du déroulement des élections car nous avons voté pour la personne en qui nous avons confiance et qui avait déjà fait ses preuves. » (Agricultrice, Bugabira)

« Je remercie Dieu car nous avons la paix et la sécurité. » (Agriculteur, Rusengo)

« Moi, j'en suis satisfaite parce que chacun votait selon son libre choix. »
(Agricultrice, Rapatriée, Mutambara)

« Oui, je suis satisfaite parce que tout s'est déroulé dans la paix. » (Commerçante, Kinama)

- 8. Ceux qui ont une bonne impression du cycle électoral ne croient pas aux allégations de fraude et en conséquence certains sont cyniques à propos du boycott.**

Les participants qui ont une attitude positive vis-à-vis des élections disent que les allégations que les élections communales ont été volées n'ont jamais été prouvées. Ils citent aussi le fait que ces élections ont été avalisées par la communauté internationale.

Certains sont cyniques sur les allégations de fraude et sur le boycott. Ils affirment que si les partis se sont retirés ce n'est pas parce qu'ils croyaient vraiment que les élections avaient été volées, mais parce qu'ils avaient peur de perdre. Ils notent que toute compétition a un

gagnant et un perdant, et que le perdant doit accepter sa défaite. D'autres avancent que si les partis ont boycotté les élections, c'est parce qu'ils n'avaient plus d'argent.

« Personne n'a prouvé que les voix ont été volées ou se sont mal déroulées. » (Agricultrice, Gisuru)

« J'ai entendu que la communauté internationale l'a confirmé, et je me suis dit que moi le petit paysan je dois accepter le verdict des urnes. » (Commerçant/Artisan, Ruziba)

« Quand deux personnes se disputent, il y a un gagnant et un perdant. Toujours le perdant accuse le gagnant d'avoir donné un pot de vin pour gagner. » (Agriculteur/Éleveur, Rusaka)

« On comprend le motif de leur retrait du processus électoral ; ils ont compris qu'ils seront en train de gaspiller leur argent et ils se sont retirés des élections. » (Agriculteur/Éleveur, Bugendana)

9. A l'appui de leur mécontentement du processus électoral, les participants citent en premier lieu les fraudes, les intimidations et les violences qui en ont résulté.

Les attitudes négatives concernant la façon dont se sont déroulées les élections tournent autour des raisons suivantes :

- Il y aurait effectivement eu des fraudes et des irrégularités. Les participants peuvent donner des exemples précis, à savoir des urnes pleines de bulletins n'ayant pas été comptés, les mélanges entre les bulletins déjà comptés et les autres, et les bureaux de vote restés ouverts au-delà du délai réglementaire.
- Certains estiment que les coupures de courant qui se sont produites dans certains bureaux de vote ont nui au bon déroulement du décompte des voix. Ces participants semblent insinuer que l'électricité a été coupée de propos délibéré.
- Il ne fallait pas poursuivre le processus après le retrait des autres partis politiques.
- Il y a eu beaucoup de cas d'intimidation et de manipulation. Par exemple, certains notent que la configuration des isolements ne garantissait pas le secret, ce qui fait que les électeurs hésitaient à voter pour leur candidat préféré, s'ils jugeaient que ce choix pouvait leur attirer des ennuis.
- De plus, les participants mentionnent les violences et les désordres qui ont suivi: emprisonnements, assassinats, fuite à l'extérieur du pays des leaders politiques.

« Ce sont des élections qui ont été caractérisées par une fraude massive. » (Commerçant/Artisan, Iteba)

« Je n'ai pas apprécié du tout. Je ne vois pas pourquoi on a continué les élections quand les autres se sont retirés du processus. » (Étudiant, Kamenge)

« La CENI les a mal préparées car l'isoloir n'a pas caché l'électeur ; tout le monde te voit. Même les mandataires politiques te voient. » (Agriculteur/Éleveur, Tora)

« Les élections ne se sont pas bien passées. Nous entendons des gens emprisonnés, tués, qui ont fui ; tout cela se passe après ces élections. » (Commerçant/Artisan, Muyinga)

« Les observateurs se sont un peu trompés parce qu'ils n'ont pas suivi les coupures de courant qui ont eu lieu toutes les cinq minutes. La CENI a connu quelques lacunes dans la préparation parce que les coupures se sont produites pendant le comptage des voix. » (Commerçant/Fonctionnaire, Kamenge)

10. Environ la moitié des groupes seulement approuvent sans réserve le jugement positif de la CENI sur les élections.

Il a été demandé aux participants ce qu'ils pensaient de l'affirmation de la CENI et des observateurs que les élections ont été « techniquement correctes ». Bien évidemment, leurs réponses sont liées aux jugements qu'ils portent sur le déroulement des élections en général: ceux qui estiment que, dans l'ensemble, les élections ont été libres et équitables ont tendance à soutenir la CENI, alors que ceux qui sont foncièrement insatisfaits du processus, sont critiques à son égard.

Ainsi, environ la moitié des groupes soutiennent l'affirmation de la CENI, alors que les autres groupes la critiquent ou ont des avis partagés.

De la même façon, environ la moitié des groupes approuvent la décision de la CENI de poursuivre le processus des élections après le boycott, et l'autre moitié des groupes désapprouvent cette décision ou ont des avis partagés.

Ceux qui soutiennent la CENI dans son affirmation et sa décision de poursuivre les élections font observer que :

- Tous les partis politiques avaient des mandataires qui ont été continuellement présents et qui ont collaboré avec la CENI – la CENI transmettait simplement les résultats qu'on lui donnait.
- Les Présidents des représentations locales de la CENI étaient pour la plupart des leaders religieux, et non des hommes politiques, ils n'avaient donc aucune raison de faire de la politique.
- La CENI a fait preuve de sa crédibilité en dénonçant les dysfonctionnements et en y remédiant lorsque c'était possible (par exemple, en réapprovisionnant les bureaux qui se trouvaient à court de bulletins de vote).
- En poursuivant les élections, elle a préservé la paix et elle a évité que soit donné un coup d'arrêt à l'institution d'un processus électoral dans le pays.

« Moi aussi je dirais vraiment que ça s'est bien déroulé parce que tous les partis politiques étaient représentés par leurs mandataires et tout ce qu'ils faisaient ils le faisaient en collaboration avec la CENI ce qui veut dire que la CENI proclamait des résultats qui lui étaient transmis et ne pouvait pas proclamer ce qui ne lui était pas transmis par ceux sur les lieux de vote. » (Agricultrice, Rapatriée, Mutambara)

« Moi je soutiens cette affirmation ; cela se démontre par le fait que les présidents des CENI dans presque toutes les provinces étaient membres des confessions religieuses qui ne luttait pas pour des places politiques. » (Commerçant/Fonctionnaire, Kamenge)

«Moi je dis que ça s'est bien déroulé car même s'il y avait un manque de cartes de vote, ils s'arrangeaient pour les trouver. » (Agricultrice, Ntamba)

Ceux qui sont critiques à l'égard du rôle de la CENI et des observateurs dans le processus électoral et de la décision de maintenir les élections malgré le boycott donnent les arguments suivants :

- Condamner le processus n'était pas dans les intérêts de la CENI et des observateurs internationaux, dans la mesure où la CENI était en charge de la supervision des élections et où les observateurs les avaient financées.
- Le délai donné aux partis d'opposition pour prouver qu'il y avait eu des fraudes était trop court.
- La CENI a fait preuve de partialité à l'égard du CNDD-FDD.
- La CENI aurait dû suspendre les élections pour dialoguer avec l'opposition et comprendre leurs problèmes.

D'autres font remarquer que les observateurs se sont montrés critiques dans leur rapport – ce qui confirme que les élections n'étaient pas libres et équitables.

« Je pense que la CENI ne pouvait pas dire que les choses se sont mal passées. Même quand on vient coter un maître de classe, il doit tout faire pour montrer qu'il a tout fait pour enseigner à ses élèves et dire qu'un élève qui a échoué ne suivait pas bien en classe. La CENI devait tout faire pour ne pas revenir sur sa décision. » (Étudiant, Kamenge)

« Nous pensons que la CENI avait un côté penchant. La CENI devrait agir comme un père de famille qui doit écouter ses enfants et trancher équitablement – ce qui n'a pas été le cas. » (Agriculteur, Ruyaga)

« ... la CENI qui est complice avec ceux qui ont volé les élections. » (Homme artisan, Buyenzi)

11. C'est à l'opposition et à la CENI que s'adressent la majorité des critiques à propos des violences qui ont accompagné les élections.

Beaucoup de participants attribuent la responsabilité de la violence, avant et pendant les élections, aux partis de l'opposition et à leurs leaders, ou à la CENI. Ils reprochent à l'opposition son retrait des élections, et à la CENI sa mauvaise gestion: son incapacité à gérer le conflit entre le parti au pouvoir et l'opposition, son choix de ne pas annuler les élections, ou sa partialité vis-à-vis du parti au pouvoir.

« Ces violences, je les porte sur Rwasa Agathon qui veut réinfiltrer les jeunes dans la crise. »
(Agriculteur/Éleveur, Magamba)

« Ça vient du FNL qui a divisé les Burundais, certains de ses membres se sont exilés, ils ont rejoint Rwasa. C'est pourquoi, même actuellement où nous sommes en paix, il ne faut pas avoir confiance dans le FNL. »
(Agriculteur, Bugabira)

« Je mettrais la faute sur le dos de la CENI car c'est elle qui était chargée de concilier les partis politiques. »
(Commerçante/Fonctionnaire, Kanyosha)

« Le responsable est la CENI qui n'a pas pu gérer cette situation conflictuelle entre les partis. »
(Agriculteur, Gakere)

Une minorité accuse le parti au pouvoir, ou pense que tous les partis politiques ont une part de culpabilité, ou attribue les violences au banditisme ordinaire.

« Les responsables sont nos leaders politiques. » (Homme Batwa, Vyegwa)

« Tout le monde est responsable parce qu'ils se sont tous disputés. » (Agriculteur, Rusengo)

12. Les participants sont extrêmement reconnaissants pour le travail des médias durant les élections, même si certains précisent que les journalistes étaient soumis à certaines astreintes par le gouvernement.

Dans leur grande majorité, les participants ont suivi le déroulement des élections par l'intermédiaire des médias (principalement la radio).⁹ A une écrasante majorité, ils ont un sentiment positif sur la façon dont les médias ont couvert les élections. Ils leur savent gré de les avoir tenus informés tout au long du processus et d'être restés neutres.

« Au cours des élections les journalistes ont fait grand-chose et nous les remercions car c'était tellement dur, ils nous communiquaient comment les choses avançaient et quand tu avais une radio tu pouvais suivre le déroulement des votes partout dans le pays et ça nous a enchantées. » (Agricultrice, Ntamba)

« J'avais apprécié les journalistes car aucune radio n'était penchée à aucun parti politique, il y avait la synergie ce que j'avais apprécié. » (Agricultrice/Éleveuse, Gihanga)

« Les membres de la synergie des médias nous renseignaient le bon déroulement des élections, et à d'autres endroits on dénonçait des irrégularités et on suivait de près. » (Agricultrice/Éleveuse, Nkundusi)

Certains, tout en restant élogieux sur les médias, mentionnent que le gouvernement a empêché les journalistes de faire leur travail – qu'ils étaient souvent obligés de transmettre des informations de seconde main, ou qu'ils n'étaient pas autorisés à participer au comptage des voix, ni à annoncer les résultats.

« Moi je félicite la synergie des médias. Ils ont travaillé de leur mieux malgré les contradictions auxquelles ils ont fait face. Ils avaient aussi les règles qu'ils devaient suivre ; comment allaient-ils participer dans le comptage des voix alors qu'ils n'en avaient pas la permission ? Alors ils n'avaient pas le droit de proclamer les résultats. » (Commerçant/Artisan, Iteba)

⁹ Une petite minorité des personnes interrogées ont signalé qu'elles ne possédaient pas de radio, mais certains ont pu suivre les émissions grâce à des amis ou à des voisins.

13. Il n'y a pas de consensus des participants à propos du comportement du gouvernement à l'égard des partis d'opposition ; environ la moitié des groupes dénoncent les exactions du gouvernement à l'encontre de l'opposition tandis que l'autre moitié est plutôt d'avis que ce sont les partis d'opposition qui se sont mis en tort.

Il a été demandé aux participants ce qu'ils pensaient des reportages dans les médias faisant état d'exactions du gouvernement à l'encontre des partis d'opposition.¹⁰ Environ la moitié des groupes désapprouve le comportement du gouvernement, tandis que dans l'autre moitié des groupes, les participants accusent plutôt les partis d'opposition, ou sont hésitants car ils se posent des questions sur la véracité de ce qui est rapporté dans les médias.

Ceux qui critiquent le comportement du gouvernement félicitent les médias d'avoir rapporté ces événements et disent que ces exactions montrent qu'il n'y a pas de véritable démocratie au Burundi.

« Ça nous montre qu'il n'y a ni démocratie ni justice au Burundi. » (Homme artisan, Buyenzi)

« Dans la démocratie, cela ne se fait pas. » (Homme artisan, Buyenzi)

« Cela montre que la démocratie ne signifie rien aux yeux des Burundais et des responsables. »
(Commerçante/Fonctionnaire, Kanyosha)

Ceux qui accusent les partis d'opposition disent que le gouvernement a agi correctement en interrompant leurs réunions, dans la mesure où l'opposition n'avait pas demandé l'autorisation de les tenir et où ces réunions pouvaient servir à fomenter une insurrection.

« Je pense qu'ils sont appréhendés à cause du désordre qu'ils ont semé car ils faisaient des réunions sans l'autorisation de l'administration locale. » (Agriculteur/Éleveur, Rusaka)

« A mon avis, les reportages sur ces faits étaient bons puisqu'il était illogique qu'ils continuent à tenir des réunions alors qu'ils s'étaient retirés et ne se conformaient plus au processus et qu'on leur permette de tenir des réunions en clandestinité sans passer par les organes habilités ; ces réunions n'étaient pas légitimes. » (Agricultrice, Rapatriée, Mutambara)

« Je pense que le gouvernement a fait cela pour protéger la population. »
(Commerçante/Fonctionnaire/Artisan, Ruyigi)

Et une minorité estime n'avoir aucun moyen de vérifier la véracité des faits rapportés; quelques-uns sont persuadés que les rapports des médias étaient mensongers.

« C'est ce que nous avons entendu mais nous ne sommes pas sûres que c'est la réalité ou des mensonges. »
(Commerçante, Buyenzi)

¹⁰ La question était formulée ainsi: « Les médias ont rapporté que le gouvernement avait interrompu des réunions de l'opposition, fermé certains de ses bureaux et arrêté certains de ses membres. Que pensez-vous de ces événements qui ont été rapportés par les médias ? »

« Ce sont des mensonges parce que l'administration n'a jamais refusé à qui que soit de faire la propagande. Il n'y a aucun opposant qu'on a incarcéré. Le pouvoir nous invitait seulement à voter pour un État de droit et responsable. » (Agricultrice, Musasa)

14. Les participants sont aussi divisés sur la question de savoir si les leaders de l'opposition devaient obligatoirement quitter le pays. La plupart se disent très inquiets que ces leaders soient en train de se préparer à reprendre le pouvoir par la force.

Presque toutes les personnes interrogées savent que certains des leaders de l'opposition ont quitté le Burundi. Environ la moitié des groupes estiment que rien ne les y obligeait, tandis que dans l'autre moitié, certains ont des avis partagés et d'autres disent qu'il était impératif qu'ils partent.

Ceux pour qui le départ des leaders de l'opposition n'était pas obligatoire disent que ces leaders auraient dû garder leur flegme et patienter: à court terme, attendre de voir comment se poursuivaient les élections et, à plus long terme, attendre que vienne leur tour d'être légitimement élus. Ils disent qu'en quittant le pays, ces leaders ont abandonné leurs partisans et montré qu'ils se souciaient peu de l'avenir du pays.

« Ce n'était pas nécessaire. Fuir le pays pour lequel on est en train de lutter ? Ils auraient dû rester et trouver un terrain d'entente s'ils ne dirigent pas maintenant, leur tour arriverait. » (Agricultrice/Éleveuse, Nkundusi)

« Non, ce n'était pas nécessaire qu'ils quittent leur pays, parce qu'ils font marcher notre pays en arrière. Ils devaient rester pour voir ce que celui qu'on a choisi fait pour nous, s'ils voient qu'il dirige mal, ils attendent les prochaines élections pour leur tour. » (Agricultrice/Éleveuse, Rwibaga)

« Ils devaient rester au pays pour soutenir leurs partisans. Si tu as un enfant et si tu le réveilles en courant, l'enfant aura très peur car il n'a pas un cœur solide. La plupart des membres de ces partis sont ralliés à d'autres partis parce que les responsables les avaient abandonnés. » (Agricultrice, Rugari)

Ceux pour qui le départ des leaders était inévitable pensent qu'ils étaient en danger imminent d'être menacés ou assassinés.

« C'était nécessaire car même maintenant les membres du bureau politique de FNL sont arrêtés ; ils ont donc voulu sauver leurs vies. » (Agricultrice/Éleveuse, Nkundusi)

« Oui parce qu'ils étaient en train d'être malmenés et poursuivis ; ils avaient peur d'être attrapés ; ils ont sauvé leur vie. » (Commerçant/Artisan, Ruziba)

« Bien sûr ! Agathon Rwasa devait partir il était recherché par la documentation ; peut-être qu'on voulait même le tuer. C'était normal pour eux de fuir avant qu'ils ne soient arrêtés. On commençait à planifier contre eux de fausses charges comme la détention des armes à feu. » (Commerçant/Artisan, Iteba)

Même si les participants sont en désaccord sur le caractère d'urgence du départ des leaders de l'opposition, la plupart d'entre eux partagent les mêmes inquiétudes sur les activités auxquelles se livrent les leaders de l'opposition à l'extérieur du pays. Les participants sont convaincus qu'ils préparent un coup d'État.

« Nous avons été pétrifiés par leur départ ... ils sont partis pour perturber la sécurité. »
(Commerçante, Buyenzi)

« Je pense qu'ils sont partis pour voir comment nous tuer tous et venir diriger seuls. »
(Agricultrice/Éleveuse, Rwibaga)

« Ils sont en train de préparer la guerre. » (Agriculteur/Éleveur, Tora)

Néanmoins, une minorité significative estime n'avoir pas assez d'informations pour faire des conjectures sur les plans de ces leaders.

« Personne ici ne sait ce qu'ils font à l'étranger, s'ils cherchent le bien des Burundais ou pas. »
(Agricultrice, Buye)

« On ne sait ce qu'ils font car nous ne sommes pas dans leur cœur pour savoir ce qu'ils pensent. »
(Agriculteur, Rapatrié, Gisuru)

15. La plupart des participants disent que la réconciliation dans les mois à venir entre le parti au pouvoir et l'opposition est possible si les deux parties font l'effort d'engager un véritable dialogue.¹¹

La plupart des participants manifestent un optimisme prudent sur la possibilité d'une réconciliation entre le parti au pouvoir et les partis d'opposition dans un avenir proche. La plupart d'entre eux disent que cela dépendra de la bonne foi des deux camps et de leur volonté d'engager un véritable dialogue et d'accepter le concours d'un médiateur neutre. Certains s'en remettent à la volonté de Dieu qui seul la rendra possible.

« Ils se réconcilieront s'ils se mettent ensemble pour dialoguer. » (Agriculteur/Éleveur, Magamba)

« S'ils cherchent un médiateur qui fait revenir ceux qui ont fui, et les mettre autour d'une table de négociation, j'espère qu'ils peuvent s'entendre. » (Agriculteur/Éleveur, Bugendana)

« Il arrivera qu'ils se réconcilieront quand Dieu le voudra. » (Agricultrice, Turangure)

Une minorité est plus pessimiste et fait remarquer que le fait que les leaders de l'opposition soient à l'étranger rend toute réconciliation dans un avenir proche extrêmement difficile, voire impossible. De plus, ils disent que si un rapprochement avait été possible, il aurait eu lieu avant leur départ.

¹¹ Du fait d'une erreur des modérateurs, cette question n'a été posée qu'à la moitié des groupes.

« Je ne pense pas que ce sera possible car ils devaient se réconcilier avant qu'ils quittent le pays, c'est dans cette condition qu'elle pourrait prendre peu de mois, mais vu qu'ils ont déjà quitté et qu'ils sont en dehors du pays, je ne pense pas que dans ces deux mois ce sera facile. » (Agricultrice/Éleveuse, Gihanga)

II. Les dimensions genre, ethnique et religieuse du vote

1. Pour la plupart des participants, le sexe des candidats n'est pas un facteur déterminant de leur décision de vote.

La plupart des participants disent que le sexe des candidat(e)s n'est pas un facteur intervenant dans leur décision lorsqu'il s'agit d'élire un leader politique. Ils disent qu'ils ne prennent en considération que le programme électoral des candidat(e)s et leur niveau de compétence.

*« Nous nous ne considérons que leurs idéologies et programmes, ce qu'ils allaient réaliser pour nous. »
(Agricultrice, Rapatriée, Mutambara)*

*« Ce n'est pas le genre qui nous intéresse, ce qui importe ce sont les projets clairs. »
(Agriculteur/Éleveur, Tora)*

« Moi aussi je dis que ce n'est pas le sexe qui dirige, c'est les bons projets. » (Agriculteur, Rusengo)

La minorité qui indique avoir une préférence pour les candidats de tel ou tel sexe est plutôt constituée d'hommes – qui se disent enclins à ne voter que pour un candidat homme. Pour justifier leur position, certains invoquent la loi divine qui, selon eux, stipule que ce sont les hommes qui à priori dirigent les femmes, et non l'inverse ; d'autres prétendent que pour le moment la situation est trop instable au Burundi pour que l'on mise sur des leaders femmes, qu'ils considèrent comme moins compétentes ou moins résistantes.

« A cause de la loi divine, je dois élire un homme. Le livre de Dieu dit que c'est l'homme qui doit avoir la parole. » (Homme artisan, Buyenzi)

« Il n'est pas encore temps aux femmes de diriger certains secteurs suite à la situation que traverse le pays, sauf quand le Burundi se sera stabilisé. » (Commerçant/Artisan, Ruziba)

La petite minorité des femmes qui disent préférer voter pour une candidate femme – aucun homme n'a exprimé cette préférence – expliquent qu'elles sont fières que les femmes aient atteint un statut leur donnant la possibilité d'être candidates à un poste politique au Burundi. Elles pensent que des leaders femmes s'occuperont des problèmes que les femmes ont à cœur.

*« Je voterai pour une femme parce que nous avons été exploitées depuis très longtemps. »
(Agricultrice, Bugabira)*

2. **Les participants sont dans une large mesure favorables à la stipulation que 30 % des postes gouvernementaux soient réservés aux femmes. Les femmes approuvent également que ce quota de 30 % soit dépassé dans le cas des ministres du gouvernement actuel, alors que les hommes sont partagés sur le sujet.**

La plupart des participants approuvent la disposition légale qu'au moins 30 % des postes gouvernementaux soient attribués à des femmes. Ils remarquent que les femmes sont plus instruites et mieux armées que par le passé et qu'elles ont donc tout à fait la compétence d'assumer des responsabilités officielles. De fait, certaines des personnes interrogées – principalement des femmes, mais même une petite minorité d'hommes – disent que ce pourcentage devrait être augmenté, dans la mesure où le pourcentage des femmes dans la population est plus élevé que celui des hommes.

« C'est suffisant. Depuis ma naissance, ce sont les hommes qui gouvernent. Mais aujourd'hui, un homme comme une femme dirige le pays. Je suis ravie que la personne humaine soit respectée. »
(Agricultrice, Musasa)

« C'est insuffisant parce que les femmes sont avancées dans le développement. Il y en a qui ont des idées. »
(Agricultrice, Rugari)

La minorité, tous des hommes, qui expriment des doutes sur le bien-fondé de ce quota de 30 % estiment que c'est au nom de leurs compétences que les femmes doivent obtenir ces postes, ou ont du mal à concevoir que les femmes soient des figures politiques.

« Je le conçois mal parce que la question de partage basé sur le genre n'est pas bien du tout, il faut plutôt privilégier les capacités des gens qui peuvent développer le pays. Sinon ils peuvent nommer des personnes incapables de faire bien leur travail. » (Homme fonctionnaire, Rweza)

La grande majorité des femmes¹² voient également d'un bon œil que 42 % (9 sur 21) des ministres du gouvernement soient des femmes. Elles disent que du fait que ce soient des femmes qui occupent ces postes, leurs problèmes seront réellement pris en compte. Beaucoup d'entre elles souhaiteraient voir ce pourcentage augmenter à l'avenir.

« Je pense que c'est un pas en avant car on espère qu'en 2015 il y en aura plus d'une dizaine. »
(Commerçante/Fonctionnaire, Kanyosha)

« Ces ministères sont peu nombreux. L'État devrait revoir à la hausse ce nombre car les filles ont étudié. »
(Agricultrice, Rugari)

Les hommes sont partagés sur cette question. Ceux qui sont pour font confiance aux femmes au pouvoir car ils pensent qu'elles sont moins vénales que les hommes. Ceux qui sont contre s'inquiètent que les femmes ne soient pas assez qualifiées ou qu'elles soient de trop faible constitution pour gérer convenablement ces postes ministériels.

¹² Le seul groupe de femmes qui a exprimé des réserves sur le nombre de femmes ministres dans le gouvernement actuel est le groupe constitué de jeunes commerçantes de Buyenzi.

« Je suis satisfait car l'État a regardé les ministères qui ont des budgets importants et les a donnés aux femmes. S'il les avait donnés aux hommes ce serait la catastrophe car ils auraient détourné l'argent. »

(Agriculteur, Rapatrié, Gisuru)

« On leur a donné des places très importantes, il ne fallait pas donner le Ministère des Finances et celui de la Justice aux femmes, ce sont les piliers du pays. Il fallait plutôt les attribuer aux hommes. »

(Agriculteur/Éleveur, Tora)

3. Pas plus que le sexe, l'appartenance ethnique n'est un facteur décisif dans le vote, selon les participants.

Les participants insistent de façon pratiquement unanime sur le fait que les ethnies des candidats sont sans importance. Ce sont certains des points suivants, ou tous ces points à la fois, qu'ils considéraient comme importants :

- les plates-formes électorales des candidats ;
- les partis des candidats ;
- les capacités des candidats à pacifier le pays.

« Moi que ça soit Hutu, Twa ou Tutsi ça ne me dit rien, j'avais besoin de qui me restera en paix et que je cultive et récolte. Je ne regardais pas l'ethnie car Dieu a créé toutes les ethnies. » (Agricultrice, Ntamba)

« ... l'appartenance politique n'a pas d'importance ce qui était important étaient les projets présentés par le candidat. » (Commerçante/Fonctionnaire /Artisan, Ruyigi)

« Non, aujourd'hui on regarde l'utilité du candidat, on ne regarde plus l'ethnie. » (Agriculteur, Rusengo)

Le seul groupe qui a déclaré tenir compte de l'appartenance ethnique est le groupe d'hommes Batwas – ils ont dit qu'ils préféreraient voter pour quelqu'un de leur ethnie pour que soit réellement prise en compte la nécessité de les aider.

« Je voterai pour un Mutwa pour qu'il puisse aider ses confrères. » (Homme Batwa, Vyegwa)

4. Dans la même ligne: les participants rejettent aussi l'idée de baser leur vote sur des critères de religion.

Les participants insistent aussi de façon pratiquement unanime sur le fait que la religion des candidats n'entraîne pas en ligne de compte. Ils font observer que tous les Burundais prient le même Dieu. Comme précédemment, beaucoup soulignent que les seuls points importants sont les plates-formes électorales des candidats et leurs compétences.

« Pour moi, même si le candidat était un musulman ou un protestant, s'il est utile pour le pays je voterai pour lui. » (Agricultrice/Éleveuse, Nkundusi)

« Se borner sur les croyances serait une erreur. Prenez le cas de la Somalie ; les gens s'entretuent à cause de la croyance. Je pense que l'essentiel est d'avoir la paix et d'être bien gouverné ; le reste est insignifiant. »
(Commerçant/Artisan, Iteba)

Une très petite minorité d'hommes de trois groupes disent avoir une certaine appréhension à voter pour un musulman. Ils n'ont pas une bonne opinion des valeurs culturelles des musulmans et craignent que celles-ci ne soient imposées à tout le pays ou bien ils associent les musulmans au terrorisme.

« Moi je ne peux pas élire un islamiste, car ils sont réputés récalcitrants et kamikazes dans le monde entier. » (Agriculteur, Tora)

5. Pourtant la plupart des participants sont favorables à l'idée que le gouvernement reflète la diversité religieuse du pays.

La majorité des participants sont favorables à l'idée de la diversité religieuse au sein du gouvernement car ils considèrent que c'est important du point de vue de l'égalité et que cela contribuera à prévenir les divisions dans le pays. Ils disent aussi que si des leaders de différentes confessions travaillent ensemble, ils œuvreront de façon salubre et complémentaire.

« Oui ... si on y met toutes les religions ... on respecte les droits de l'homme. »
(Agricultrice, Ntamba)

« Toutes les religions doivent être représentées car elles doivent s'entraider. »
(Agricultrice/Éleveuse, Rweza)

La minorité qui ne pense pas que le gouvernement doive refléter la diversité religieuse du pays dit que la compétence l'emporte sur toute autre considération.

« Ce n'est pas nécessaire, il faut plutôt choisir celui qui est intellectuellement compétent. »
(Agriculteur/Éleveur, Tora)

III. La direction générale du pays

1. La plupart des groupes ont des avis partagés, plutôt qu'unanimement positifs ou unanimement négatifs, sur l'évolution actuelle du pays.

Il a été demandé aux participants s'ils jugeaient que le Burundi allait dans la bonne direction. Sur les 40 groupes, un peu plus du quart (12) sont généralement d'avis, avec quelques réserves ou sans aucune réserve, que le pays va dans la bonne direction. Tous ces groupes sont en zone rurale – les agriculteurs et les deux groupes de Batwas – et ce sont en majorité des groupes de femmes :

- Agricultrices/Éleveuses à Rwibaga, Tora, Buye, Musasa, Mutoyi, Gisuru et Mutumbara ;
- Hommes Batwas à Vyegwa et femmes Batwas à Kibungere ;
- Agriculteurs à Bugabira, Rusengo et Matara.

Huit (8) groupes ont à une écrasante majorité des opinions négatives sur la direction du pays. Ce sont le plus souvent des groupes de commerçants et d'artisans – et 4 d'entre eux sont de Bujumbura :

- Étudiants à Kamenge ;
- Artisans à Buyenzi ; commerçants et artisans à Ruziba ; commerçants à Muyinga (musulmans) ;
- Commerçantes à Kanyosha ;
- Agricultrices/Éleveuses à Gihanga et à Turangure ;
- Agriculteurs/Éleveurs à Musigati.

Les vingt (20) autres groupes ont des avis partagés.

2. La sécurité et les politiques sociales sont à la base de l'optimisme des participants.

Ceux des participants qui ont un avis positif sur la direction du pays ont tendance à donner à l'appui les principales raisons suivantes :

- leur soulagement et leur gratitude que la guerre civile ait pris fin ;
- la sécurité dans leur région et la possibilité de se déplacer librement ;
- les politiques sociales du gouvernement, telles que la gratuité de l'enseignement primaire, la gratuité des soins de santé pour les enfants de moins de cinq ans et la gratuité des consultations prénatales et de l'accouchement dans les centres de santé ;
- l'action en faveur du développement local avec la construction de routes, d'écoles, de centres de santé et d'hôpitaux.

Certains participants précisent que le déroulement paisible des élections est l'une des raisons de leur confiance dans l'avenir du pays. De plus, certains mentionnent une toute nouvelle liberté d'expression pour les femmes et les personnes âgées.

Les Batwas estiment que leurs conditions de vie se sont beaucoup améliorées: ils se sentent plus en sécurité, considèrent qu'ils sont traités avec plus de respect, et vivent maintenant pour la plupart dans des maisons et non dans la forêt comme avant.

« La sécurité est totale ici chez nous. » (Agriculteur, Bugabira)

« Maintenant nous sommes dans la paix totale. Nous dormons tranquillement et les enfants vont à l'école gratuitement. » (Agricultrice, Gisuru)

« Nous apprécions pour ce gouvernement le fait de soigner gratuitement tous les enfants de moins de cinq ans et scolariser tous les élèves du primaire. Les femmes accouchent gratuitement à l'hôpital. Les anciens gouvernements n'ont pas fait toutes ces réalisations. » (Agriculteur/Éleveur, Tora)

« La femme peut aujourd'hui s'exprimer publiquement sans que personne ne l'en empêche. »
(Agricultrice/Éleveuse, Tora)

« Le Burundi se dirige dans une bonne direction ; les élections se sont bien passées. »
(Agriculteur, Rapatrié, Gisuru)

« Le bas peuple est libre. Personne ne l'empêche de dormir. Rien ne nous force d'aller dans la forêt, la brousse. Nous dormions à la belle étoile, mais maintenant, nous dormons à la maison. »
(Homme Batwa, Vyegwa)

3. Les tensions ethniques ne sont plus au premier rang des sujets de préoccupation des participants. Les divisions significatives qui existent au Burundi sont maintenant régionales, politiques et économiques.

Les raisons données par les participants pour justifier leur pessimisme sur l'évolution du pays sont au moins aussi significatives pour ce dont ils ne parlent pas que pour ce dont ils parlent. Ils n'ont pour ainsi dire exprimé aucune crainte liée à d'actuelles ou futures tensions ethniques entre les Hutus et les Tutsis.

De fait, lorsque les questions posées ont concerné les relations entre les ethnies, une écrasante majorité des participants en ont parlé de façon positive.

« Les questions ethniques ne sont plus ; actuellement un Hutu peut fréquenter et passer la nuit dans les quartiers comme Ngagara et Nyakabiga sans problèmes comme un Tutsi peut aller et passer la nuit à Kamenge sans difficultés. » (Commerçant/Fonctionnaire, Kamenge)

Les participants notent que maintenant ce sont les différences régionales ou politiques qui divisent le pays, plutôt que les clivages ethniques.

« Même si les divisions ethniques sont en train de disparaître, il subsiste des divisions régionales – une région qui entre en conflit avec une autre pour des raisons politiques. » (Agricultrice/Éleveuse, Tora)

« Je demanderais [au Président] de mettre de côté la discrimination. S'il veut développer le pays, qu'il le fasse pour toutes les provinces. Le Burundi n'est pas constitué d'une seule province ; Ngozi est une province comme tant d'autres. » (Commerçant/Artisan, Iteba)

« Il n'y a plus de conflits ethniques maintenant ; ce ne sont que des conflits d'intérêts. »
(Commerçante/Fonctionnaire, Nyakabiga)

Le fossé entre les riches et les pauvres est aussi source de ressentiment.

« La source de conflit est liée à l'inégalité sociale ; les riches usent de la corruption dans le rendement de la justice et le riche sort vainqueur du procès au détriment du pauvre. » (Agriculteur/Éleveur, Tora)

4. Les problèmes économiques, l'insécurité et l'impunité sont les raisons majeures du pessimisme des participants.

Les problèmes les plus souvent cités par les groupes dont les avis sont majoritairement négatifs, ou partagés, sur l'évolution actuelle du Burundi, sont :

- les difficultés économiques ;
- l'insécurité (dans leur région, ou ailleurs dans le pays rapportée par les médias) ;
- l'impunité de ceux qui commettent des crimes.

Les participants se plaignent du niveau élevé du taux de chômage et du taux d'inflation et, pour les agriculteurs, de l'augmentation du coût des intrants agricoles – et de la pauvreté et la disette qui en découlent. Ils se plaignent aussi du peu d'attention donnée au développement du secteur agricole et du secteur industriel.

*« Le Burundi se dirige dans la mauvaise direction suite à la pauvreté et au chômage. »
(Homme artisan, Buyenzi)*

« La population est hantée par la pauvreté, les prix ne cessent de flamber ; le petit paysan manque de quoi vivre. » (Commerçant/Artisan, Ruziba)

*« Nous les commerçantes, on peut passer une journée sans rien gagner, alors comment va-t-on s'y prendre pour subvenir aux besoins élémentaires de nos enfants ? C'est un problème très grave ! »
(Commerçante, Kinama)*

« Dans Bujumbura Rural, le dirigeant ne fait aucun apport, ni suivi ; il n'y a pas d'associations, pas d'actions de développement, c'est-à-dire il y a la pauvreté, les prix des denrées montent à chaque instant, donc la situation n'est pas bonne. » (Agricultrice, Turangure)

« Concernant les champs, la récolte n'est plus bonne parce que les techniciens agricoles n'existent plus, ne suivent plus ce qui concerne les champs. » (Commerçant/Artisan, Ruziba)

Les participants regorgent d'histoires de meurtre et de banditisme, soit dans leurs communautés, soit ailleurs au Burundi – dont ils ont eu connaissance par les médias. Beaucoup parlent de gens « terrifiés » par la vague de crimes. Ils disent que la prolifération des armes légères aggrave les problèmes.

« Nous entendons dire que des personnes meurent chaque jour que ça soit ici chez nous ou par radio ; cela fait partie de ce qui fait peur aux Burundais et qui nous déstabilise. » (Agricultrice, Ntamba)

« Le soir personne ne vient à Ruziba car on doit traverser deux barrières pour y arriver. Pour arriver ici il y a plus de barrières ; on dirait que l'on va dans un parc où il y a des animaux. Cela ne nous tranquillise pas, nous la population. » (Commerçant/Artisan, Ruziba)

« Il y a des choses que nous entendons sur les radios qui ne sont pas agréables. Nous entendons que certaines personnes sont tuées la nuit parce qu'elles possèdent de l'argent. » (Agricultrice, Rugari)

« Que l'État mette en avant la sécurité dans tous les projets qu'il conçoit, pour que les gens mangent et dorment tranquillement. Si ce n'est pas comme ça, le Burundi ne va pas dans une bonne direction. »
(Commerçant/Artisan, Ruziba)

Les participants parlent d'encouragement à la récidive – ils disent que ceux qui commettent des crimes, même s'ils sont appréhendés, sont ensuite systématiquement remis en liberté. Ils ne sont pas punis et l'affaire est classée sans suite. Ils pressent le gouvernement de condamner fermement ces pratiques et d'y mettre fin.

« Quelqu'un tue et reste en liberté, quelqu'un te vole tes biens et tu le dénonces auprès de la police mais il est vite relâché. Bref, le fait de ne pas punir les crimes constitue principalement une menace pour ce pays. »
(Agricultrice/Éleveuse, Nkundisi)

« Je vois que la situation tend à se détériorer parce que si un criminel est emprisonné, après un laps de temps, on entendra qu'il a été relâché. » (Agriculteur/Éleveur, Rusaka)

« Le Burundi se trouve sur une mauvaise direction parce qu'il y a toujours de l'impunité et des enquêtes qui n'aboutissent jamais. » (Agricultrice/Éleveuse, Rweza)

5. Les disputes foncières sont les sources de conflits les plus fréquemment citées.

Il a été demandé aux participants quelles étaient les deux principales sources de conflit au Burundi. Ils ont cité les problèmes déjà évoqués: les difficultés économiques (et la pauvreté et la disette qui en découlent), l'augmentation de la criminalité et l'impunité. Mais les conflits cités le plus souvent par tous les groupes sont les conflits fonciers, en particulier :

- le partage de l'héritage entre les enfants ;
- les disputes entre frères et sœurs qui semblent maintenant souvent se terminer par des meurtres, alors qu'avant les discussions familiales permettaient de les régler ;
- le partage de l'héritage en cas de polygamie – en particulier les disputes entre les enfants qui n'ont pas les mêmes mères ;
- les rapatriés et ceux qui sont maintenant sur leurs terres, en particulier lorsque les réfugiés reviennent et s'aperçoivent que ceux qui sont restés ont pris possession de leurs terres.

« La plupart du temps, les frères et sœurs se disputent à cause des problèmes fonciers. C'est parce que la terre se rétrécit – ce qui conduit les enfants d'un même parent à des chicaneries allant jusqu'aux meurtres. »
(Agricultrice, Musasa)

« Un homme polygame crée des problèmes chez les enfants quand vient le temps de partager la terre. Par exemple les filles qui ne sont pas de la même épouse ont des problèmes à s'entendre sur la séparation des biens des parents. Les enfants de la première femme ne voient pas d'un bon œil les enfants de la seconde épouse. »
(Agricultrice, Buye)

« Les conflits que je vois sont ceux liés aux terres surtout chez les rapatriés qui retournent dans leur pays. Ils trouvent leurs terres vendues ou occupées par ceux qui sont restés dans le pays. »

(Homme Batwa, Vyegwa)

6. Certaines femmes mentionnent les effets négatifs de la polygamie sur leurs vies.

Quelques groupes citent les problèmes causés par la polygamie. Comme déjà mentionné, ils disent qu'elle peut conduire à des disputes à propos des terres entre les enfants des différentes femmes. De plus, la polygamie peut conduire à des injustices lorsqu'un homme choisit de ne pas traiter toutes ses femmes et leurs enfants de la même façon, dans la mesure où les femmes ont peu, sinon aucun, de recours légal pour corriger la situation.

« En général, nous les femmes, nous ne sommes pas heureuses. Un homme peut amener une deuxième femme. Si tu vas te plaindre, on ne chasse pas la femme illégale et le mari te laisse tomber et s'en va vivre avec la nouvelle femme. » (Agricultrice, Rugari)

7. Les participants se plaignent de l'égotisme des hommes politiques et les accusent de corruption.

Une grande part du mécontentement des participants s'adresse aux hommes politiques qu'ils accusent, au mieux, d'être totalement indifférents au bien-être de la population, et au pire d'être corrompus (de voler les fonds publics).

Beaucoup disent que les hommes politiques ne cherchent qu'à accroître leur pouvoir et à s'enrichir et ils leur reprochent de se refuser à tout compromis avec leurs opposants.

« Beaucoup de politiciens ne viennent que pour vider les caisses de l'État dans le but de se construire des maisons et s'en aller. » (Commerçant/Fonctionnaire, Kamenge)

« Tous les dirigeants veulent la richesse à tout prix. » (Homme fonctionnaire, Rweza)

« Tous les politiciens ne cherchent rien d'autre que ce qu'ils peuvent manger et s'enrichir. »
(Homme Batwa, Vyegwa)

« Si on est au sommet du gouvernement, on atteint facilement la richesse, donc la source du conflit est l'avidité du pouvoir. » (Agriculteur/Éleveur, Tora)

« Le conflit prend ses origines dans les partis politiques ; c'est-à-dire que les membres des différents partis politiques ne s'acceptent pas mutuellement. » (Agricultrice, Turangure)

« Le problème est que les protagonistes ne s'entendent pas pour se mettre ensemble et dialoguer. N'est-ce pas la source de ces tueries ? » (Agricultrice/Éleveuse, Nkundisi)

IV. La sécurité, les droits civils et les libertés publiques

1. La sécurité physique est un souci majeur pour environ la moitié des groupes.

En réponse à la question concernant leur sécurité physique, environ la moitié des groupes ont dit qu'ils ne se sentaient pas en sécurité – à cause du banditisme et de la menace de voir resurgir les violences politiques. Certains précisent que même si ces derniers temps leur communauté n'a pas connu de violences, ils sont inquiets lorsqu'ils apprennent que des incidents se sont produits non loin de chez eux.

« Il n'y a pas de sécurité, si tu te réveilles en toute sécurité tu remercies le bon Dieu. »
(Agricultrice/Éleveuse, Gihanga)

« Nous ne nous sentons pas en sécurité dans nos localités parce que pendant la nuit nous entendons des grenades ou des coups de fusils. » (Commerçante, Buyenzi)

« Non, je n'ai pas de sécurité dans mon entourage parce qu'il y a des embuscades sur les routes. »
(Commerçante/Fonctionnaire/Artisan, Ruyigi)

2. Les participants expriment leur inquiétude de voir se profiler une nouvelle ère de violences politiques.

La tuerie qui a eu lieu récemment à Rukoko, où des agriculteurs et du bétail ont été assassinés, et la découverte de cadavres dans le lac Tanganyika et près de la Rusizi inquiètent tout particulièrement les participants. Certains y voient le signal d'une nouvelle période de conflit et d'instabilité politique. Ils mettent en doute les explications du gouvernement qui dit que ce sont des bandits qui ont commis ces assassinats et craignent qu'en réalité les responsables soient des rebelles ayant repris les armes.

De plus, certains évoquent (spontanément) avec inquiétude les leaders politiques qui se sont exilés.¹³ Ils les soupçonnent, comme nous l'avons noté plus haut, de vouloir déstabiliser le pays.

« On dit que les gens vont dans le maquis mais les radios ne confirment pas l'existence d'une rébellion car il n'y a pas de leader confirmé et ils n'ont pas de nom. Mais la population proche du Kibira dit que même si le gouvernement ne veut pas y croire, il y a des rebelles. Nous, nous sommes à Muyinga, c'est loin et cela nous fait peur. Si le gouvernement ne se penche pas sur cette question, nous allons retourner en arrière en matière de sécurité. » (Commerçant, Muyinga)

« Une mauvaise direction – du point de vue politique les gens ne cessent de mourir. Il ya quelque peu nous avons entendu que 52 personnes sont mortes à Rukoko. » (Commerçant/Artisan, Ruziba)

« On raconte ici et là qu'il y a un mouvement rebelle qui est entrain de se former mais le gouvernement le nie toujours disant que ce sont de bandits armés alors que plus de 52 personnes ont été tuées. »
(Étudiant, Kamenge)

¹³ Cette discussion a eu lieu au début des entretiens, avant que la question de la fuite à l'étranger des leaders de l'opposition ne soit abordée par les modérateurs.

« La démocratie laisse à désirer; nous ne savons pas où se trouvent certains politiciens et ce qu'ils sont en train de faire. Cela ne tranquillise pas la population. » (Homme fonctionnaire, Rweza)

3. Certains attribuent la responsabilité de la fragilité de la situation politique et sécuritaire au Burundi à des « saboteurs ».

De façon intéressante, certains utilisent des termes comme « saboteurs » pour qualifier ceux qui, selon eux, sont à l'origine du recul du Burundi.¹⁴ Ils utilisent ces qualificatifs aussi bien à l'encontre des leaders rebelles qui pourraient être derrière les massacres de Rukoko et d'ailleurs, que des délinquants ordinaires. L'idée est que le gouvernement fait de son mieux pour faire avancer le pays et que c'est à cause des « saboteurs » que les progrès tardent. Ceci n'est pas seulement le fait des parties du pays que l'on sait acquises au parti au pouvoir.

« Je crois que nous sommes dans une bonne voie du moins du côté de l'État mais il y a des perturbateurs. Il faut que le gouvernement et les organisations internationales se mettent ensemble pour empêcher ces saboteurs de replonger le pays dans la guerre. » (Agriculteur/Éleveur, Rusaka)

« Le Burundi avance dans la bonne direction mais il y a des saboteurs. On parle d'eux à Bujumbura. Même s'il règne la paix à Ngozi, les autres ne sont pas en sécurité à cause des divisions politiques. »
(Agricultrice, Buye)

« Ce qui se passe à Rukoko nous montre que il y a des gens de mauvaise foi qui veulent boycotter les bons programmes du président. » (Agriculteur, Bugabira)

« Il y a des ennemis du pays qui veulent nous diviser. Les gens meurent et on retrouve les cadavres chaque jour. Comprenez donc qu'il y a des gens qui cherchent le développement du pays et d'autres qui sont des malfaiteurs. » (Agricultrice, Musasa)

4. Beaucoup de participants se plaignent de l'absence de justice et de la violation des droits de l'homme et des libertés publiques.

Beaucoup de participants se plaignent que le système juridique est corrompu, que ceux qui n'ont aucun pouvoir (les « petites gens ») n'obtiennent jamais justice et que les pots de vin sont monnaie courante. Ils citent aussi des cas de détention arbitraire ou de torture et l'absence de liberté d'expression.

« Si tu n'as pas d'argent, la justice ne te facilite pas la tâche ... On demanderait alors au Président de la République de prendre en main la question de la justice. » (Agriculteur/Éleveur, Bugendana)

« Aujourd'hui, la justice travaille mal. Si on ne prend des mesures pour la redresser, le Burundi n'a pas d'avenir. » (Homme fonctionnaire, Rweza)

« On emprisonne une personne sans motif, sans avoir mené des enquêtes et une fois emprisonné, son dossier n'est pas poursuivi. » (Commerçant/Artisan, Ruziba)

¹⁴ Et aussi « perturbateurs », « malfaiteurs », « gens de mauvaise foi », ou « ennemis publics ».

« Une source de conflit est de torturer les citoyens comme les journalistes qui fuient le pays parce qu'ils ont livré telle ou telle autre information. » (Étudiant, Kamenge)

« La population est terrifiée ; personne ne peut dire ce qu'il pense à haute voix parce qu'il a peur des représailles. » (Commerçante, Kinama)

5. En matière de libertés publiques, les participants considèrent qu'ils ont très peu de possibilités d'exposer un problème aux autorités locales ou d'être propriétaire de leurs terres. En revanche, la plupart d'entre eux se disent libres d'aller et venir dans tout le pays sans aucun problème.

Les participants sont partagés à propos de la facilité qu'ils ont éprouvée à soumettre leurs préoccupations aux autorités locales durant les cinq dernières années. Environ la moitié des groupes disent que cela n'a pas été un problème. Parmi les autres, certains disent qu'il est très risqué de le faire, surtout si l'on n'est pas membre du parti au pouvoir. D'autres avancent que plutôt que d'avoir peur des autorités, il faut les acheter car la seule méthode pour que votre affaire soit prise en compte est de donner un pot-de-vin.

« Nous nous exprimons sans problèmes. » (Commerçante, Kinama)

« Non tu ne peux pas te prononcer car tu risques d'être tué pour cela. Tu comprends qu'il n'y a pas de liberté. » (Agricultrice, Ntamba)

« Si on ne corrompt pas les autorités même si vous êtes du même parti, tu n'auras jamais de réponse. » (Commerçante/Fonctionnaire, Nyakabiga)

De même les avis sont partagés en ce qui concerne la possibilité pour un particulier d'être propriétaire de la terre. Environ la moitié des groupes disent que dans la mesure où l'on a les moyens, ce n'est pas difficile. Les autres se plaignent du manque de protection juridique. Un autre particulier, ou le gouvernement lui-même, peut facilement revendiquer des droits sur votre terre. Et si l'on est en conflit à propos d'un problème foncier avec une personne fortunée, celle-ci peut facilement donner un dessous-de-table et gagner le procès.

« Quand on a les moyens il n'y a pas de problème. » (Commerçant/Fonctionnaire, Kamenge)

« Le problème des terres est un problème sérieux. Le Président s'approprie les terres des citoyens et les exploite à son gré. » (Commerçant/Artisan, Iteba)

Environ les deux-tiers des groupes disent qu'il était facile de tenir des réunions sans que celles-ci soient interrompues, et de parler librement lors de ces réunions, alors qu'environ un tiers d'entre eux, disent que cela a été difficile. Selon eux, les risques ont augmenté de façon considérable, en tout cas pour les réunions à caractère politique ; les participants mentionnent que même si le sujet est non politique, les autorités redoutent qu'il puisse l'être et donc se méfient de toute réunion.

« Dans notre communauté il n'y a jamais eu de cas d'interruption de réunion. » (Agricultrice/Éleveuse, Tora)

« Tu ne peux pas faire une réunion sans demander la permission aux autorités. Quand vous vous réunissez à trois sans autorisation, ils vous arrêtent et disent que vous voulez renverser le pouvoir, le déstabiliser. »
(Commerçant/ Artisan, Ruziba)

Le seul domaine qui semble ne poser aucun problème est celui de la libre circulation – la majorité des participants disent qu’il ne leur a pas été difficile de se déplacer dans le pays au cours des cinq dernières années.

« Oui nous nous déplaçons comme nous voulons. » (Agriculteur/Éleveur, Ijenda)

« C’est facile, la carte d’identité n’est pas exigée ; auparavant, si tu ne possédais pas la carte d’identité et même si tu l’avais oubliée, les policiers ne permettraient pas que tu continues le chemin. »
(Agriculteur/Éleveur, Rusaka)

V. L’action du gouvernement

1. Les participants donnent d’excellentes notes au gouvernement du CNDD-FDD pour sa politique sociale et sa politique de développement.

La plupart des participants qualifient le travail du gouvernement d’excellent ou de bon.¹⁵ Les minoritaires qui le qualifient de moyen ou d’insuffisant sont plutôt des hommes ; et la plupart habitent dans des endroits favorables à l’opposition (Kamenge, Ruziba, Ruyaga, Iteba).

Ceux qui qualifient le travail du gouvernement d’excellent ou de bon font son éloge en utilisant les mêmes arguments que ceux (déjà cités) qu’ils avaient utilisés pour justifier de leur optimisme sur la direction générale du pays: les services sociaux, comme la gratuité de l’enseignement primaire, et la construction de routes d’écoles, de dispensaires et d’hôpitaux.

De plus, certains mentionnent le succès de la réintégration par le gouvernement des réfugiés-rapatriés, en particulier, le fait qu’on leur ait construit des maisons.

En outre, certains dans les campagnes font l’éloge de l’aide apportée par le gouvernement aux « associations paysannes » qui aident et conseillent les agriculteurs et les éleveurs. Certains se félicitent aussi de l’initiative du gouvernement de planter des arbres.

« Moi je le remercie parce que tous les enfants étudient que ce soit les pauvres ou les riches. »
(Agricultrice/Éleveuse, Rwibaga)

« Moi je donnerais au gouvernement la note excellent, cent pour cent, car voyez-vous il est en train de construire des maisons pour nous, nous n’allons plus loger dans la forêt, les enfants sont soignés gratuitement, ils ne sont plus chassés de l’école pour manque de cahiers, les gens ne sont plus emprisonnés dans les hôpitaux, non il a fait beaucoup de bonnes choses qu’on ne pourrait pas énumérer. » (Agricultrice, Gisuru)

¹⁵ Il était demandé aux participants de noter le travail du gouvernement CNDD-FDD: excellent, bon, moyen ou insuffisant.

« Pendant ces cinq dernières années, le Président de la République a montré beaucoup de travaux de développement, il a implanté beaucoup d'associations communautaires dans les différentes provinces du pays, il y est allé et a travaillé avec la population, il les a aidés et a promis aux femmes d'accoucher gratuitement, les enfants étudient gratuitement, il a aidé les orphelins et les veuves. Tout allait bien. »
(Agricultrice, Turangure)

2. Le gouvernement est accusé de corruption, de violations des droits humains et des libertés publiques et du déclin de l'économie. Néanmoins un quart des groupes n'a rien à reprocher au gouvernement.

Les réponses à la question concernant ce que le gouvernement CNDD-FDD a fait de particulièrement mal se classent selon une triple catégorisation :

- la corruption ;
- les violations des droits humains et des libertés publiques ;
- le déclin de l'économie.

« La corruption s'est enracinée au Burundi. » (Commerçant/Artisan, Kamenge)

« Ce qu'il y a de mauvais, c'est la persistance de l'impunité dans le pays. »
(Agricultrice/Éleveuse, Rweza)

« Le manque d'emploi pour les chômeurs. » (Commerçante/Fonctionnaire, Nyakabiga)

Toutefois, il est important de signaler qu'environ un quart des groupes n'a rien à reprocher au gouvernement. Ce sont pour la plupart des groupes de femmes.

« Nous ne reprochons rien de mal au CNDD-FD, plutôt nous devons l'applaudir et encore l'applaudir. »
(Agricultrice/Éleveuse, Mutoyi)

3. Les participants sont très préoccupés par la corruption et disent qu'elle est généralisée dans le pays.

Les participants insistent plus sur la petite corruption à laquelle ils sont confrontés au quotidien – l'obligation de donner un pot-de-vin pour bénéficier des services de base, pour obtenir un emploi, et, plus insidieusement, pour obtenir justice auprès de la police ou des tribunaux – que sur le détournement des fonds publics par les politiciens.

« Ça dépasse les limites, tu ne peux même pas avoir d'emploi si tu n'as pas à donner. »
(Homme artisan, Buyenzi)

« On ne peut pas recevoir de services publics quand on n'a pas d'argent à donner. »
(Commerçante/Fonctionnaire/Artisan, Ruyigi)

« C'est beaucoup et c'est partout dans tous les domaines, au tribunal si tu ne donnes pas de l'argent on ne peut pas saisir le tribunal au préalable. » (Agricultrice/Éleveuse, Gihanga)

4. Les participants sont partagés sur la question de la protection des droits de l'homme par le gouvernement ; néanmoins la plupart de ceux qui la qualifient de moyenne ou d'insuffisante manifestent un certain optimisme pour l'avenir.

En réponse à la question concernant l'action du gouvernement en matière de protection des droits de l'homme, environ la moitié des groupes l'ont qualifiée de moyenne ou d'insuffisante.¹⁶ Les groupes de l'autre moitié ont des avis partagés ou la qualifient d'excellente ou de bonne, mais il est important de préciser que seule une infime minorité a utilisé de façon inconditionnelle le qualificatif « excellente ». Là encore on remarque un clivage hommes-femmes, les femmes ayant plus tendance que les hommes à attribuer de très bonnes notes au gouvernement dans ce domaine.

Ceux qui donnent de mauvaises notes au gouvernement se plaignent avec beaucoup de véhémence de l'impunité. Ce qui les choque le plus c'est lorsque cette impunité concerne des assassinats ou des viols. D'autre part, la multiplication du nombre de crimes non élucidés les inquiète terriblement.

Ils citent aussi les détentions arbitraires et les traitements inhumains ou la torture dans les prisons. Ils mentionnent également le manque de liberté d'expression.

« Les droits de l'homme sont bafoués et personne n'ose en parler. » (Agriculteur/Éleveur, Ijenda)

« Insuffisant parce que si une personne meurt, on nous dit qu'on fait des enquêtes mais on reste dans la phase enquête – après on nous dit rien. » (Commerçant, Rweza)

« Insuffisant car tu peux être emprisonné sans que l'on te donne le motif de ton emprisonnement. »
(Agriculteur, Rusengo)

Ceux qui qualifient l'action du gouvernement de bonne ou d'excellente ont tendance à assimiler sa politique sociale positive (gratuité de la scolarité, gratuité des soins de santé, etc.) avec la protection des droits de l'homme.

« Moi je donnerais la note excellente parce que le gouvernement a fait beaucoup de choses: les mamans mettent au monde gratuitement, les enfants étudient gratuitement, il y a la construction des dispensaires et des écoles ... » (Agricultrice, Gisuru)

La plupart de ceux qui ont donné de mauvaises notes au gouvernement manifestent un certain optimisme sur l'amélioration à l'avenir de son action en matière de droits de l'homme. Ils pensent que comme le gouvernement veut prendre un nouveau départ, il va progresser dans ce domaine – mais ils disent qu'il lui faudra déployer des efforts importants pour que la situation des droits de l'homme s'améliore.

« Je pense qu'il essaiera, si on regarde comment il l'avait fait dans ces années passées et maintenant qu'il est reconduit, je pense qu'il continuera à essayer. » (Agricultrice/Éleveuse, Rwibaga)

¹⁶ Il était demandé aux participants de noter l'action du gouvernement CNDD-FDD en matière de protection des droits de l'homme: excellent, bon, moyen ou insuffisant.

5. Beaucoup de participants sont inquiets du régime de parti unique de facto qu'instaure le gouvernement.

Beaucoup de participants s'inquiètent de la dérive vers un régime de parti unique. Ceux qui sont les plus critiques font valoir dans leurs protestations que donner des pouvoirs démesurés au parti au gouvernement, c'est mettre en péril le processus démocratique. Ils font valoir aussi que cela conduira au népotisme, au favoritisme et à un système dans lequel ceux qui ne sont pas membres du parti seront dans l'impossibilité d'accéder aux biens ou aux services, et plus grave, d'obtenir un emploi.

« Le Burundi va dans une très mauvaise direction. Quand tu demandes de l'emploi, on te demande à quel parti tu appartiens. Ils te répondent qu'il faut adhérer à leur parti pour qu'ils t'embauchent. »
(Étudiant, Kamenge)

D'autres se plaignent que la justice est toujours du côté de ceux qui ont adhéré au parti au pouvoir. En cas de dispute, si vous appartenez à un parti de l'opposition ou même si vous n'appartenez à aucun parti, votre plainte est déclarée irrecevable. Plus inquiétant, si vous êtes impliqué dans une bagarre ou une dispute avec un membre du CNDD-FDD, vous pouvez être arrêté, emprisonné et torturé.

« Il peut arriver que vous n'appartenez pas aux mêmes partis politiques et que vous êtes dans un cabaret et que vous commencez à vous disputer. Celui qui est dans ce parti qui est au pouvoir vient te prendre et te torture. » (Agricultrice/Éleveuse, Gihanga)

Ceux qui ne s'en plaignent pas font remarquer que c'est le boycott par l'opposition qui est à l'origine de la situation et que du fait du bon bilan du CNDD-FDD, beaucoup des partisans des partis de l'opposition ont choisi de se rallier à lui lors des élections.

6. Le Président Pierre Nkurunziza plus encore que l'ensemble du gouvernement recueille toutes les faveurs des participants. Lorsqu'ils formulent des critiques, elles sont le plus souvent adressées à ses collaborateurs qui n'appliquent pas ses politiques. Néanmoins, ils souhaitent le voir en faire plus en faveur du soutien à l'économie, de la lutte contre la corruption, de la protection des droits de l'homme et des droits civils, et de la réconciliation avec l'opposition.

Les participants dans leur grande majorité ont une impression extrêmement favorable du Président Pierre Nkurunziza. A l'évidence ils lui sont attachés pour des raisons affectives aussi bien qu'objectives. Du point de vue affectif, il a une image paternelle et bienveillante ; les participants le considèrent comme un « homme du peuple » qui a le souci des citoyens ordinaires. L'un des aspects les plus marquants de cette sollicitude est le fait qu'il ait pris le temps d'aller les voir et même de travailler avec eux.

« C'est un Président qui s'est beaucoup approché de la population à travers les travaux communautaires. »
(Commerçante/Fonctionnaire/Artisan, Ruyigi)

« On le remercie beaucoup de ce qu'il a fait. Il vient jouer au ballon et on peut le toucher n'importe où, sur les jambes ou même sur la tête. Avant on n'approchait pas un Président d'aussi près. On ne les voyait qu'à la télévision mais lui il va même jusqu'à saluer les gens. » (Commerçante, Kinama)

« Depuis ma naissance, c'est la première fois que je vois un Président qui vient nous rendre visite, qui discute et fait les travaux avec la population. » (Agricultrice, Buye)

Plus rationnellement, comme on le retrouve de façon récurrente dans ce rapport, ils font l'éloge de la politique sociale et de la politique de développement du gouvernement.

« Toutes ses promesses ont été tenues. Il a construit des écoles, des hôpitaux ; il y a la gratuité des soins. »
(Agricultrice, Rugari)

« Il a fait du bon travail car les femmes accouchent gratuitement maintenant, les enfants étudient gratuitement. Il a bien fait. » (Commerçante/Fonctionnaire, Kanyosha)

Certains disent qu'il est mal secondé par ses collaborateurs qu'ils accusent de ne pas appliquer les politiques qu'il édicte.

« Il a bien fait son travail, seulement ses collègues travaillent mal. S'il avait nommé une personne qui a son cœur, les droits de l'Homme auraient été respectés mais si ce n'est pas le cas, la situation des droits de l'Homme va s'empirer. Il faut qu'il écarte les dirigeants de mauvaise foi. »
(Agriculteur, Réfugié-Rapatricé, Gisuru)

« Il avait des bons programmes, le problème c'est qu'il est entouré par des mauvais conseillers. »
(Homme fonctionnaire, Rweza)

Même s'il est très apprécié, de nombreux participants aimeraient qu'il en fasse plus dans le domaine du développement du pays, dans celui de la lutte contre la corruption et dans celui des droits humains et civils et qu'il ouvre le dialogue avec l'opposition. Ils aimeraient aussi qu'il se sépare de ses mauvais conseillers ou collaborateurs.

7. La plupart des participants auraient voté pour Pierre Nkurunziza même en l'absence de boycott.

Il a été demandé aux participants pour quel candidat ils auraient voté aux élections présidentielles s'il n'y avait pas eu de boycott.

A une écrasante majorité, les groupes ont désigné le sortant, Pierre Nkurunziza. Dans 29 groupes sur 36¹⁷, c'est lui qui a eu le plus de « voix ». ¹⁸

¹⁷ Quatre des 40 groupes ont choisi de ne pas répondre à la question.

¹⁸ Il est possible que certains participants aient hésité à donner un autre nom que celui du candidat sortant. Mais ils n'étaient pas obligés de répondre et ils auraient pu choisir de garder le silence (comme l'on fait quatre des groupes). Il est donc vraisemblable que ce soutien à Nkurunziza corresponde à la réalité.

Quelques groupes seulement, à certains endroits, ont désigné d'autres candidats:

- Agathon Rwasa – Kamenge, Ruziba, Ruyaga, Magamba ;
- Pascaline Kampayano – Buyenzi, Iteba ;
- Alexis Sinduhije – Vyegwa (Batwas) ;
- Domitien Ndayizeye – Ijenda.

VI. Les perspectives d'avenir

1. Les réponses des participants montrent qu'ils tendent à être un petit peu moins optimistes sur ce que leur réserve l'avenir

Il a été demandé aux participants s'ils pensaient que dans cinq ans, la situation sera meilleure, pire ou identique.¹⁹ Par comparaison à leurs réponses concernant la direction actuelle du pays, ils se sont montrés légèrement plus pessimistes vis-à-vis de cet horizon à plus long terme.

La plus grande incertitude tourne autour des leaders de l'opposition qui sont à l'étranger. Les participants souhaitent vivement qu'il y ait des pourparlers de réconciliation entre le gouvernement et l'opposition. Ils pensent que les futurs progrès dans le pays reposent sur leur dialogue et leur rapprochement.

« Les gagnants et les perdants des élections, je pense qu'il leur faut un cadre de dialogue comme nous sommes en train de le faire dans cette salle. » (Commerçant/Fonctionnaire, Kamenge)

« Je demanderai à la communauté internationale de faire pression sur l'État pour ramener ses opposants à la table de négociations pour avoir la paix. » (Agriculteur, Rapatrié, Gisuru)

De plus, ils demandent que le gouvernement s'attaque à tous les problèmes décrits précédemment: la crise économique, la criminalité, l'impunité, la partialité de la justice, la violation des droits civils, etc.

Certains préconisent aussi d'organiser au niveau national un dialogue de tous les Burundais entre eux pour aider à surmonter les divisions régionales ou politiques.

2. Les élections de 2010, même mouvementées, n'ont pas entamé la confiance des participants burundais dans le processus démocratique. Ils souscrivent toujours sans réserve au principe des élections qu'ils considèrent comme le meilleur moyen de choisir les dirigeants du pays.

A l'évidence, les participants burundais ont toujours foi dans le processus démocratique. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que les élections étaient un bon moyen pour le Burundi de choisir ses dirigeants, à une écrasante majorité ils ont répondu par l'affirmative.

¹⁹ Quelques-uns des modérateurs ont par erreur fait porter la question sur la situation du pays dans deux ans, et non dans cinq ans.

Ils disent que les élections sont un moyen d'obliger les dirigeants à rendre des comptes à leurs concitoyens et qu'elles permettent aux citoyens de choisir des dirigeants ayant les qualités qui leur semblent importantes et en qui ils ont confiance. Compte tenu de leur expérience récente, certains ajoutent la mise en garde que si l'on veut que les élections se passent bien, il faut bien les organiser.

« C'est très important que la population élise ses dirigeants. Depuis longtemps nous avons été dirigés par la force mais actuellement celui qui dirige est choisi par le peuple qui a eu confiance en lui et son règne dure. »
(Commerçante/Fonctionnaire, Nyakabiga)

« Les élections sont une très bonne chose parce que le pouvoir est aux mains du peuple. On élit ainsi les dirigeants qu'on trouve honnêtes. » (Agricultrice/Éleveuse, Nkundusi)

Même le boycott n'a pas trop découragé les participants burundais. Il leur a été demandé spécifiquement si le boycott avait changé leurs sentiments sur les élections et le processus électoral. Il est au moins aussi révélateur de noter ce qui *n'est pas* mentionné dans leurs réponses que ce qui *l'est*. Il n'y a dans leurs propos aucune remise en question de la pertinence des élections pour le Burundi et ils ne manifestent aucune amertume vis-à-vis du système. Ils ont tendance à répondre d'un point de vue général, plutôt que personnel, en observant que le boycott en a découragé certains de voter dans la mesure où leur candidat n'était plus dans la course, et a fait naître une certaine anxiété dans tout le Burundi à propos de ce que les leaders de l'opposition pouvaient manigancer depuis l'étranger.

CONCLUSIONS

Les élections

Les participants des focus groupes ont suivi de très près les élections de 2010. Ils sont parfaitement au fait des quatre élections directes qui ont eu lieu, ont une bonne connaissance des différents candidats en présence et sont capables de parler de façon précise des événements conflictuels qui ont entouré la période des élections. La plupart d'entre eux ont au moins pris part au premier scrutin qui concernait les élections communales. Certains ne sont plus allés voter par la suite à cause des accusations de fraude de l'opposition et de sa décision de boycotter les élections suivantes.

Leurs attitudes vis-à-vis du déroulement des élections sont très contrastées :

- Certains en sont très satisfaits, ils ont le sentiment que le processus a été pacifique et nient toute accusation de truquage.
- D'autres ont le sentiment que les élections se sont caractérisées par la fraude, la violence et l'intimidation.

Il est toutefois important de noter que les troubles qui ont accompagné les élections de 2010 n'ont pas diminué leur enthousiasme pour le processus démocratique. Ils croient au pouvoir des élections de mettre en place des dirigeants compétents et responsables devant les électeurs.

La plupart d'entre eux déclarent ne tenir compte ni du sexe, ni de la religion, ni de l'ethnie des candidats, et baser leurs votes uniquement sur leurs compétences et leurs plateformes électorales.

Les perspectives générales

Ce sont les clivages régionaux, politiques et économiques, et non les rivalités ethniques, qui sont actuellement les grands sujets d'inquiétude des participants burundais.

En général, les citoyens considèrent que leur pays est en progrès si, au minimum, ils ont l'impression de jouir d'une certaine sécurité au plan économique et au plan personnel. Au Burundi, beaucoup des participants ne se sentent ni en sécurité économique, ni en sécurité physique. Ils déplorent le chômage, l'inflation et l'absence de développement dans les secteurs agricoles et industriels ainsi que la pauvreté et la pénurie alimentaire qui en résultent. Dans certaines parties du pays, les participants sont absolument terrorisés par la criminalité. La plupart d'entre eux craignent beaucoup que les leaders de l'opposition qui ont quitté le pays soient en train de fomenter une insurrection. Le fait que le gouvernement minimise l'importance des manifestations de violence à Rukoko et ailleurs, loin de les apaiser, entretient la psychose et les rumeurs.

Cependant, il y a d'importants motifs de satisfaction. Le premier concerne la politique sociale et la politique de développement du gouvernement. Les participants (en particulier ceux des

zones rurales) sont extrêmement satisfaits des avancées dans les secteurs de l'éducation et de la santé, ainsi que dans les infrastructures et le développement rural.

Un autre sujet d'optimisme est le processus démocratique. Comme nous l'avons noté plus haut, les participants se félicitent que les Burundais aient eu la possibilité d'élire leurs dirigeants, même si la période des élections a été conflictuelle et agitée.

Néanmoins, juste après les problèmes de sécurité économique et physique, ce sont les injustices dont ils sont témoins qui préoccupent les participants :

- la violation des libertés publiques et des droits de l'homme ;
- l'impunité dont jouissent ceux qui commettent des crimes ;
- les discriminations à l'égard de ceux qui ne sont pas membres du parti au pouvoir ;
- l'obligation d'avoir recours à des dessous de table pour obtenir justice.

Ils ont aussi exprimé leur vive inquiétude face à la multiplication des conflits fonciers et à leurs conséquences. Et même s'ils sont élogieux sur le processus démocratique et sur les élections, ils se disent ulcérés et profondément déçus du comportement de leurs leaders politiques qui, selon eux, ne semblent pas se soucier du bien-être des gens, ont recours à la corruption, et refusent de dialoguer avec l'opposition.

Le seul leader politique qui échappe dans une large mesure aux critiques est le Président Pierre Nkurunziza. Sa simplicité ainsi que ses politiques de protection sociale et de développement l'ont rendu extrêmement populaire, en particulier chez les femmes. Cette grande popularité du Président malgré le caractère quasi référendaire de son élection et le climat politique postélectoral, permet de penser qu'il y a là un point d'appui de la réconciliation entre les citoyens du Burundi.

Mais la popularité d'un Président s'érode vite – les participants ont d'immenses attentes, ils veulent voir le gouvernement opérer des changements. Ils ont hâte que le gouvernement mette en actes les promesses qu'il a faites durant la campagne électorale. Ils souhaitent voir des progrès dans plusieurs domaines :

- la sécurité économique (en luttant contre la pauvreté, le chômage et l'inflation) ;
- la sécurité physique (en faisant cesser la criminalité et la violence politique) ;
- la justice et les droits civils ;
- le rapprochement entre le parti au pouvoir et l'opposition

Les participants souhaitent vivement que le gouvernement et l'opposition entament des pourparlers de réconciliation. La plupart d'entre eux estiment que c'est la condition « sine qua non » à tout progrès dans le pays.

ANNEXE A: LES OPINIONS SUR LES AUTRES PARTIS POLITIQUES

Partis	Remarques générales	Perceptions positives	Perceptions négatives
FNL		A le souci des gens ; a lutté contre l'injustice ; s'est démobilisé de façon disciplinée	Est arrivé en second et a pourtant abandonné la partie ; quitter le Burundi c'était faire reculer le pays ; ce sont des assassins – ils sont derrière les tueries de Rukoko ; un parti divisionniste Hutu ; voter pour eux ou être tué
FRODEBU		Le premier parti ayant instauré la démocratie au Burundi ; associé à la bonne gouvernance ; a accepté de partager le pouvoir dans l'intérêt de la paix ; chéri par la population ; n'est associé à aucun type de forces armées ; a été capable de réconcilier les Burundais et peut le faire à nouveau	Est responsable du déclenchement de la guerre civile en 1993 où beaucoup a perdu la vie ; a favorisé les divisions ethniques
UPRONA	Considéré comme le leader des autres partis politiques – le « parent » du peuple burundais	A conduit le Burundi à l'indépendance ; un parti de sages et d'hommes mûrs ; donne priorité à la justice ; a bien gouverné lorsqu'il était au pouvoir ; avant il était exclusif, mais il ne l'est plus	Ne se soucie que de ses intérêts ; a eu des actes condamnables lorsqu'il était au pouvoir ; a persécuté certaines personnes ; est à l'origine de divisions ethniques et de divisions régionales
MSD	Beaucoup de groupes disent ne pas le connaître suffisamment pour pouvoir en parler ; la plupart disent qu'ils ne peuvent se prononcer dans la mesure où le MSD n'a encore jamais exercé le pouvoir ; associé aux jeunes	A de bons programmes, en particulier concernant l'agriculture ; a une bonne idéologie ; ne fait pas de différence entre les ethnies ; a une bonne vision de l'avenir parce que c'est un parti de jeunes	S'est retiré des élections ; Sinduhije était insultant pour les autres partis durant sa campagne

Partis	Remarques générales	Perceptions positives	Perceptions négatives
CNDD	Environ la moitié des groupes savent peu de choses sur ce parti, mis à part que son leader est Leonard Nyangoma	Dit la vérité ; est du côté du peuple	Nyangoma ne songe qu'à ses intérêts personnels, il a assassiné ses compatriotes qui n'étaient pas de Bururi ; le CNDD fait des différences selon les régions – on ne peut bénéficier des avancées que si l'on est de Bururi ; le CNDD sabote les actions positives des autres partis
FRODEBU-Nyakuni	La plupart des groupes disent ne pas le connaître suffisamment pour pouvoir en parler ou le confondent avec le FRODEBU		Les quelques-uns qui le connaissent ont des impressions presque exclusivement négatives – a été déloyal de garder un nom similaire après sa rupture avec le FRODEBU ; manque d'intégrité et de dignité ; son leader a semé la haine au Rwanda et divisé le FRODEBU pour satisfaire ses intérêts personnels ; ont prêché la haine durant la campagne
MRC-Rurenzangemero	La plupart des groupes disent ne pas le connaître suffisamment pour pouvoir en parler	Ne tiennent pas parole – se sont retirés des élections mais ont ensuite accepté des postes au gouvernement et ont quitté l'ADC ; ne s'occupent que de la province de Mwaro ; achètent les gens avec de la bière pour que l'on vote pour eux	A de bons projets ; a construit une usine de thé à Rusaka
ADR	Plus de la moitié des groupes savent peu de choses sur ce parti, mis à part que son leader est Alice Nzomukunda	Donne la parole aux femmes ; n'essaie pas d'intimider les autres partis	
UPD	Environ la moitié des groupes disent ne pas le connaître suffisamment pour pouvoir en parler	A de bons programmes; a à cœur les intérêts des populations ; prône la réconciliation et la tolérance	Collabore avec les intégristes musulmans ; est divisionniste ; a fait peur aux gens pendant la campagne en disant qu'il provoquerait une insurrection si l'on ne votait pas pour eux ; veut restaurer la monarchie

ANNEXE B: DISTRIBUTION DEMOGRAPHIQUE DES PARTICIPANTS

Province	Commune	Genre	Age ²⁰	Religion	Niveau d'études	Particularité
BUJUMBURA VILLE	KINAMA Marché de Kinama	Femmes	Moyen	Chrétiennes et musulmanes	Primaire, secondaire	Commerçantes
	KAMENGE Centre Jeunes	Garçons	Plutôt jeunes	Chrétiens et musulmans	Secondaire, universitaire	Étudiants
	Quartier Kavumu	Hommes	Plutôt âgés	Chrétiens	Primaire, secondaire, universitaire	Fonctionnaires, commerçants
	BUYENZI Ruvumera	Femmes	Plutôt jeunes	Majoritairement musulmanes	Primaire, secondaire	Commerçantes
	4 ^{ème} Avenue	Hommes	Moyen	Majoritairement musulmans	Primaire, secondaire	Soudeurs, mécaniciens et autres artisans
	NYAKABIGA Nyakabiga	Femmes	Plutôt âgées	Chrétiennes et musulmanes	Secondaire, universitaire	Commerçantes, fonctionnaires
	KANYOSHA Quartier Kanyosha	Femmes	Moyen	Chrétiennes et musulmans	Primaire, secondaire, universitaire	Commerçantes, fonctionnaires

²⁰ Plutôt jeunes fait référence aux participants de moins de 25 ans, moyen fait référence aux participants qui ont entre 26 et 40 ans et plus âgés à ceux qui ont plus de 40 ans.

Province	Commune	Genre	Age ²⁰	Religion	Niveau d'études	Particularité
	Zone Ruziba	Hommes	Plutôt jeunes	Chrétiens et Musulmans	Primaire, secondaire	Commerçants, artisans
BUJUMBURA RURAL	KANYOSHA Ruyaga	Hommes	Moyen	Chrétiens	Primaire	Agriculteurs
	NYABIRABA Turangure	Femmes	Plutôt jeunes	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices
	Matara	Hommes	Plutôt âgés	Chrétiens	Primaire, analphabètes	Agriculteurs, éleveurs
	MUGONGO MANGA Ijenda	Hommes	Plutôt âgés	Chrétiens	Primaire, analphabètes	Agriculteurs, éleveurs
	Rwibaga	Femmes	Plutôt jeunes	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices, éleveuses
BUBANZA	GIHANGA Gihanga	Femmes	Moyen	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices, éleveuses
	MUSIGATI Musigati	Hommes	Plutôt jeunes	Chrétiens	Primaire, analphabètes	Agriculteurs
	Ntamba	Femmes	Moyen	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices
BURURI	RUMONGE Iteba	Hommes	Moyen	Majoritairement musulmans	Primaire, analphabètes	Commerçants, artisans
	Mutambara	Femmes	Plutôt jeunes	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Rapatriées, agricultrices
	MUGAMBA Tora	Hommes	Plutôt âgés	Chrétiens	Primaire, analphabètes	Agriculteurs, éleveurs
	Tora	Femmes	Moyen	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices, éleveuses
MWARO	NYABIHANGA Magamba	Hommes	Plutôt jeunes	Chrétiens	Primaire, analphabètes	Agriculteurs, éleveurs
	Kibungere	Femmes	Moyen	Généralement sans religion	Primaire, analphabètes	Membres de l'ethnie minoritaire des Batwas
	RUSAKA Rusaka	Hommes	Moyen	Chrétiens	Primaire, analphabètes	Agriculteurs, éleveurs
	Nkundusi	Femmes	Plutôt âgées	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices, éleveuses

Province	Commune	Genre	Age ²⁰	Religion	Niveau d'études	Particularité
GITEGA	Bugendana	Hommes	Moyen	Chrétiens	Primaire, analphabètes	Agriculteurs, éleveurs
	Mutoyi	Femmes	Plutôt âgées	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices, éleveuses
	RYANSORO Rweza	Hommes	Moyen	Chrétiens	Secondaire, universitaire	Fonctionnaires
	Rweza	Femmes	Plutôt jeunes	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices, éleveuses
RUYIGI	Ruyigi	Femmes	Moyen	Chrétiennes	Primaire, secondaire, universitaire	Fonctionnaires, artisans, commerçantes
	Rusengo	Hommes	Plutôt jeunes	Chrétiens	Primaire, analphabètes	Agriculteurs
	Gisuru	Femmes	Plutôt âgées	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices
	Gisuru	Hommes	Plutôt jeunes	Chrétiens	Primaire, analphabètes	Rapatriés, agriculteurs
NGOZI	MWUMBA Buye	Femmes	Plutôt jeunes	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices
	Vyegwa	Hommes	Moyen	Généralement sans religion	Généralement analphabètes	Membres de l'ethnie minoritaire des Batwas, potiers de métier
	KIREMBA Gakere	Hommes	Moyen	Chrétiens	Primaire, analphabètes	Agriculteurs
	Musasa	Femmes	Moyen	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices
KIRUNDO	Bugabira/Ruhehe	Femmes	Plutôt âgées	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices
	Bugabira/Ruhehe	Hommes	Plutôt jeunes	Chrétiens	Primaire, analphabètes	Agriculteurs
MUYINGA	Quartier Swahili	Hommes	Moyen	Majoritairement musulmans	Primaire, secondaire	Commerçants, artisans
	Rugari	Femmes	Plutôt jeunes	Chrétiennes	Primaire, analphabètes	Agricultrices

ANNEXE C : NOTES METHODOLOGIQUES

La méthode du « focus group » : Un « focus group » est une interview ouverte menée dans un groupe par un modérateur selon un guide préétabli. Le but est de comprendre les attitudes, les opinions et les expériences des participants recrutés pour l'exercice. Les « focus groups » permettent en particulier de mieux pénétrer les motivations, les sentiments et les valeurs sous-jacentes aux réactions des participants. De plus, ce type d'interview de groupe permet les échanges d'idées entre les personnes interrogées – donc de mieux comprendre le pourquoi des opinions exprimées – ce qui peut ne pas être le cas lors d'entretiens individuels ou dans une enquête quantitative. Les groupes ne comportent qu'un petit nombre de participants ; ce nombre est normalement compris entre 8 et 12. Cependant, dans certains cas, ils peuvent être d'une taille légèrement supérieure ou légèrement inférieure à la norme. Par exemple, il peut être opportun qu'un groupe de femmes d'un endroit un peu reculé soit plus nombreux car il est à prévoir qu'une ou plusieurs des participantes resteront sur la réserve, même si on les presse d'en dire plus.

Les groupes sont constitués de façon homogène – ainsi, par exemple, les groupes ne comprennent que des hommes ou que des femmes – pour un plus grand confort des participants et pour mieux préciser les opinions de tel ou tel sous-groupe. Le nombre des groupes qui est fonction des objectifs de l'enquête est très variable, mais le nombre total des participants est toujours relativement faible, aussi n'est-il pas possible de considérer que ceux-ci constituent un échantillon représentatif de l'ensemble de la population. Il est important de toujours avoir à l'esprit que le « focus group » est un outil qualitatif et non quantitatif.

La composition des groupes: Dans les groupes qui font l'objet de ce rapport, la répartition dans les différents groupes a été faite selon le sexe, l'âge, le style de vie et le niveau d'instruction. De plus, deux des groupes étaient constitués de personnes appartenant à la minorité des Batwas.

L'âge: Sur la base de l'expérience acquise lors de précédentes enquêtes en Afrique, les définitions approximatives des tranches d'âge utilisées sont « plutôt jeunes », « moyen » et « plutôt âgés ». Plutôt jeunes fait référence aux participants de moins de 25 ans, moyen fait référence aux participants qui ont entre 26 et 40 ans et plus âgés à ceux qui ont plus de 40 ans. Dans la mesure où certaines personnes au Burundi ne connaissent pas leur âge, ces tranches d'âge sont utilisées pour donner un ordre d'idée plutôt qu'en tant que critère strict.

Le niveau d'instruction: Les niveaux d'instruction des participants échantillonnés sont très divers, de l'absence totale d'instruction au niveau universitaire. Dans la mesure du possible, la répartition dans les groupes a été faite en fonction du bagage éducatif des participants.

La prévention contre toute influence des autorités: Les autorités coutumières et les agents étatiques ne sont pas autorisés à assister aux discussions avec les citoyens ordinaires, pas même en tant qu'observateurs. Dans les rares cas où un leader local demande à faire partie d'un groupe alors que cela n'était pas prévu, soit les données récoltées dans ce groupe ne sont pas prises en compte dans l'analyse des résultats, soit elles sont d'abord comparées à celles des autres groupes pour repérer les éventuelles distorsions.

Les modérateurs et la logistique: Tous les modérateurs étaient des citoyens burundais – diplômés – qui ont été formés aux techniques d'animation par NDI. Tous les entretiens se sont déroulés en

langue locale, le kirundi ou le swahili, et les retranscriptions du verbatim ont été faites en langue locale et traduites en français.

Les localisations: Les 40 focus groups qui font l'objet de ce rapport se sont déroulés dans 22 communes réparties sur tout le Burundi. (Voir la carte de la page 6 et l'Annexe B.)

Les installations: Dans certaines zones plus rurales, il y a peu de structures adaptées aux discussions des focus groups. En conséquence, parfois les entretiens ont été menés en plein air, bien que ceci nuise à leur confidentialité.

L'influence extérieure: Dans tous les cas, les autorités locales sont informées à l'avance de l'enquête. Toutefois, tout est fait pour qu'aucune influence extérieure indue ne s'exerce sur les participants. Le guide du modérateur n'est pas transmis aux autorités locales avant la réunion, sauf dans les rares cas où ceci est la condition requise pour procéder à l'enquête. De même, dans la majorité des cas, on utilise une méthode aléatoire pour recruter les participants. Dans cette étude, il n'y a pas eu de cas où les résultats obtenus dans les uns ou les autres groupes aient été radicalement différents de ceux de l'ensemble des groupes, ce qui laisse à penser que s'il y a eu des influences locales, celles-ci ont été sans effet sur l'enquête.

ANNEXE D: LE GUIDE DU MODERATEUR

I. INTRODUCTION

Bonjour, mon nom est _____, je travaille pour NDI, une ONG basée à Bujumbura. Nous cherchons à savoir ce que les citoyens du Burundi pensent sur un certain nombre de grands sujets actuels. Je suis neutre et je ne travaille ni pour le gouvernement, ni pour un parti politique. Je suis l'animateur/trice de la discussion d'aujourd'hui.

- Il n'y a pas de réponse juste ou fausse ;
- Les opinions de tous et toutes sont importantes. Nous voulons que tous s'expriment ;
- Si vous n'êtes pas d'accord avec quelqu'un, ce n'est pas un problème ;
- La discussion est seulement entre nous ici ;
- J'ai cet enregistreur qui m'aidera à écrire le rapport. Vos noms ne seront pas utilisés dans ce rapport, qui dira un homme ou une femme de ce lieu a dit cela ;
- Cette personne ici prend des notes pour aider à faire le rapport ;
- Enfin, veuillez parler suffisamment fort pour que l'enregistreur puisse capter votre voix.

Avez-vous des questions?

Merci. Commençons maintenant.

II. SITUATION GÉNÉRALE

1. Comment vont les choses au Burundi en ce moment ? Le Burundi se dirige-t-il dans la bonne ou la mauvaise direction ? **[POSER LA QUESTION A CHACUN DES PARTICIPANTS.] [SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
2. Selon vous, quelles sont les deux principales sources de conflit dans le pays ?
3. Pensez-vous que la situation va être meilleure, pire ou pareille dans cinq ans ? **[SUIVI: POURQUOI ?]**

III. ÉLECTIONS 2010

1. Les électeurs sont-ils libres de voter comme ils le veulent au Burundi ? **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
2. Je vais vous lire une liste de 10 parmi les partis politiques enregistrés au Burundi. Dites-moi si vous avez un sentiment généralement positif ou négatif à propos de chacun d'entre eux (**si vous n'avez jamais entendu parler d'eux, ce n'est pas un problème, dites-le simplement**) :

[POSER LA QUESTION SUR CHACUN DES PARTIS ET SUIVRE AVEC « POURQUOI DITES-VOUS CELA » ? VARIER L'ORDRE DE LECTURE DES PARTIS AU SEIN DES DIFFÉRENTS GROUPES] :

FNL
CNDD
CNDD-FDD
FRODEBU
FRODEBU-Nyakuri
MRC-Rurenzangemero
UPRONA
MSD
UPD
ADR

3. Comme vous le savez, des élections ont eu lieu au Burundi ces derniers mois. Les partis politiques ont fait des campagnes électorales.
 - a. Quel est votre sentiment sur ces campagnes, en général ?
 - b. Les campagnes des partis vous ont-elles permis de connaître et de comprendre leurs programmes politiques ?
4. Pour quels postes et institutions les gens ont-ils voté dans les élections au Burundi ?
5. Avant la période électorale, aviez-vous des inquiétudes sur le processus ? Si oui, lesquelles ?
 - a. **[SI LES CONFLITS NE SONT PAS MENTIONNES, DEMANDEZ :]** Pensiez-vous que les élections causeraient des conflits ?
6. Est-ce qu'il s'est passé quelque chose d'inhabituel lors de ces dernières élections, qui n'avait pas eu lieu lors des élections de 2005 ?
7. Avez-vous voté lors des élections communales ?
 - a. Avez-vous voté lors des élections présidentielles ? Si non, pourquoi ?
 - b. Avez-vous voté lors des élections législatives ? Si non, pourquoi ?
 - c. Avez-vous voté lors des élections collinaires ? Si non, pourquoi ?
8. Avez-vous suivi les émissions de la synergie des médias ? Que pensez-vous du travail des médias pendant le processus électoral? **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
9. En général, êtes-vous satisfaits du déroulement des élections ? **[SUIVI: pourquoi ou pourquoi pas ?]**
10. La CENI (la Commission Électorale Nationale Indépendante) et les observateurs ont affirmé que les élections communales étaient correctes, techniquement parlant. Que pensez-vous de cette affirmation ?
11. Savez-vous qui étaient les candidats à l'élection présidentielle ? Si oui, qui étaient-ils ?
12. Comme vous le savez peut-être, certains partis d'opposition se sont retirés des élections après les élections communales. Savez-vous pourquoi ont-ils fait cela ?

13. Avez-vous soutenu leur décision ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
14. Si les candidats d'opposition ne s'étaient pas retirés de l'élection présidentielle, pour quel candidat auriez-vous voté ? **[CHAQUE PERSONNE DOIT REpondre ET LE MODERATEUR DOIT COMPTER LE TOTAL POUR CHAQUE CANDIDAT ET LE DIRE FORT AFIN QUE CELA SOIT ENREGISTRE.]**

[VARIER L'ORDRE DE LECTURE DES NOMS DES CANDIDATS AU SEIN DES DIFFERENTS GROUPES] :

- Pierre Nkurunziza
- Agathon Rwaswa
- Domitien Ndayizeye
- Alexis Sinduhije
- Pascaline Kampayano
- Leonard Nyangoma
- Yves Sahinguvu

IV. DIMENSIONS GENRE, ETHNIQUE ET RELIGIEUSE DU VOTE

Maintenant, j'aimerais avoir votre avis sur les candidats politiques, en général.

1. Dans quelle mesure cela compte pour vous que le candidat soit une femme ou un homme ? **[SUIVI: Pourquoi ?]**
2. Comme vous le savez peut-être, selon la loi, 30% des sièges des conseils communaux, du Parlement et du Gouvernement doivent être réservés aux femmes. Qu'en pensez-vous ?
3. Actuellement, 9 (42%) des 21 ministres du gouvernement sont des femmes. Par exemples, les Ministères des Finances, de la Justice, du Commerce, de l'Information et des Télécommunications, de la Santé et celui de l'Agriculture sont tous dirigés par des femmes. Le saviez-vous ? Qu'en pensez-vous ?
4. Dans quelle mesure est-il important pour vous que le candidat soit un Hutu, un Tutsi ou un Batwa ? **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
5. Comme vous le savez, il y a quatre grandes communautés religieuses au Burundi: catholiques, protestants, musulmans et animistes. Dans quelle mesure l'appartenance religieuse des candidats est-elle importante pour vous ? **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
6. Est-il important pour vous que le gouvernement reflète la diversité religieuse du pays ?
7. Dans quelle mesure le gouvernement actuel reflète-t-il la diversité religieuse du pays ?
8. **[SI VOUS ETES DANS UNE REGION OU IL Y AVAIT DES CANDIDATS INDEPENDANTS, DEMANDEZ :]** Pouvez-vous citer les candidats indépendants qui se sont présentés aux élections communales et législatives ? **[NOUS CHERCHONS JUSTE A SAVOIR SI LES GENS SONT**

FAMILIERS AVEC LES CANDIDATS INDEPENDANTS, PLUTOT QUE DE CHERCHER A CITER TOUS LES CANDIDATS]

- a. **[S'IL Y A UNE CERTAINE FAMILIARITE :]** Si vous avez voté aux élections communales ou législatives, avez-vous voté pour des candidats indépendants ? Si oui, pourquoi? Si non, pourquoi pas ?
9. **[SI VOUS ETES DANS UNE REGION OU IL N'Y AVAIT PAS DE CANDIDATS INDEPENDANTS, DEMANDEZ :]** S'il y avait eu des candidats indépendants dans votre province ou commune, auriez-vous voté pour eux ?

V. CONSÉQUENCE DES ÉLECTIONS 2010

Je voudrais maintenant parler de la période postélectorale.

1. Les observateurs ont fait état d'une augmentation des cas de violence dans le pays avant et pendant les élections. Qui est selon vous responsable de cette augmentation des cas de violence ?
 - a. **[SI LES LEADERS POLITIQUES /PARTIS NE SONT PAS MENTIONNES, DEMANDEZ :]** Pensez-vous que certains leaders politiques ou partis politiques en sont responsables? Si oui, qui ou le(s)quel(s)?
2. Savez-vous la réponse de la CENI au boycott de l'opposition? Si oui, qu'en pensez-vous ?
3. Les médias ont rapporté que le gouvernement avait interrompu des réunions de l'opposition, fermé certains de ses bureaux et arrêté certains de ses membres. Que pensez-vous de ces événements qui ont été rapportés par les médias ?
 - a. Pendant la période électorale, certains leaders de l'opposition ont quitté le Burundi. Le saviez-vous ?
 - b. Que pensez-vous de leur départ ? **[SUIVI: pourquoi ou pourquoi pas ?]**
4. Pensez-vous que le CNDD-FDD et l'opposition vont se réconcilier prochainement (dans les prochains mois?) **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
 - a. Quels seraient vos conseils pour faciliter la réconciliation ?
5. Que pensez-vous que les leaders d'opposition vont faire en dehors du pays ?
6. Pensez-vous que les élections soient le bon moyen pour le Burundi de choisir ses leaders ? **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
7. Le boycott de certains partis d'opposition a-t-il changé vos sentiments sur les élections et le processus électoral ? Si oui, quels étaient vos sentiments avant ? Et quels sont vos sentiments maintenant ?

VI. L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Maintenant, j'aimerais avoir votre opinion sur le gouvernement.

1. Comment noteriez-vous le travail du gouvernement CNDD-FDD du Burundi, ces cinq dernières années ? – Excellent, Bon, Moyen ou Insuffisant. **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
2. Qu'est-ce que le gouvernement CNDD-FDD a fait de particulièrement bien ? **[AU MOINS SIX PARTICIPANTS DOIVENT REpondre A CETTE QUESTION]**
3. Qu'est-ce que le gouvernement CNDD-FDD a fait de particulièrement mal ? **[AU MOINS SIX PARTICIPANTS DOIVENT REpondre A CETTE QUESTION]**
4. A la suite des élections 2010, le Gouvernement, l'Assemblée Nationale, le Sénat, et de nombreux Conseils Communaux sont maintenant composés essentiellement de membres du CNDD-FDD. Qu'en pensez-vous ?
5. Dans quelle mesure peut-on dire qu'il y a un problème de corruption au Burundi – Beaucoup, D'une certaine façon oui, Un peu ou Pas du tout. **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
 - a. **[SI BEAUCOUP, D'UNE CERTAINE FAÇON OUI, UN PEU :]** Pensez-vous que le gouvernement actuel saura réduire le niveau de corruption au sein du gouvernement ? **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
6. Comment noteriez-vous l'action du gouvernement en matière de protection des droits de l'Homme – Excellent, Bon, Moyen ou Insuffisant. **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
 - a. **[SI MOYEN OU INSUFFISANT :]** Pensez-vous que l'action du gouvernement en matière de protection des droits de l'Homme va s'améliorer ? **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
7. Pierre Nkurunziza est le Président du Burundi depuis cinq ans. Que pensez-vous de son action à la tête de l'État burundais ?
8. Le Président Nkurunziza s'est engagé, dans son discours programme, à améliorer la gouvernance dans ce pays au cours de son deuxième mandat. Si vous pouviez lui parler aujourd'hui, que lui suggèreriez-vous en vue d'atteindre les objectifs qu'il s'est assignés ?

VII. SÉCURITÉ ET LIBERTÉS PUBLIQUES

1. Vous sentez-vous physiquement en sécurité là où vous vivez actuellement ? **[DEVELOPPER TOUTES LES RAISONS DE SENTIMENTS D'INSECURITE.]**
2. Ces dernières années, le niveau de sécurité là où vous vivez s'est-il amélioré, a-t-il empiré ou est-il resté le même ? **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**

3. Pensez-vous que le niveau de sécurité là où vous vivez va s'améliorer, empirer ou rester le même, ces prochaines années ? **[SUIVI: Pourquoi dites-vous cela ?]**
4. Ces cinq dernières années, pensez-vous que vous avez plus ou moins de liberté là où vous vivez ? Pourquoi ?
5. Ces cinq dernières années, vous a-t-il été plus facile ou plus difficile, ou égal, de :
 - a. Tenir des réunions sans être intimidé ou interrompu
 - b. Parler librement dans les réunions
 - c. Se déplacer au Burundi sans restriction ni peur
 - d. Exprimer vos préoccupations aux autorités locales
 - e. Être propriétaire de la terre
 - f. Autres aspects ?
6. Dans les prochaines années, pensez-vous qu'il sera plus facile ou plus difficile de tenir des réunions sans être inquiet, mais aussi de s'exprimer librement et de se déplacer sans restriction ? **[SUIVI: Pourquoi ou pourquoi pas ?]**

VIII. CONCLUSION

1. Pour conclure ... que sera le Burundi après 2011 (pas nécessairement ce que vous voulez que soit le Burundi mais ce que vous pensez qu'il sera)?

Merci beaucoup!

ANNEXE E: A PROPOS DE L'AUTEUR

Andrea L. Levy est consultante indépendante auprès de diverses organisations dont le National Democratic Institute (NDI). Elle travaille depuis 19 ans dans le domaine de la recherche. Précédemment elle était Chargée de Recherche pour NDI au Soudan et elle a aussi dirigé une enquête pour NDI en Somalie. Son expérience au niveau international compte des projets réalisés pour les gouvernements de Pologne, de Bolivie, de Colombie, du Pays de Galles, d'Indonésie et des Bahamas. Avant de travailler avec NDI, elle était vice-présidente et Directrice de Recherche à SS+K à New York, où elle a dirigé et mené des enquêtes d'opinion pour des sociétés de divers secteurs figurant dans le classement Fortune 500. Elle est titulaire d'un master en relations internationales de l'Université de Georgetown.



National Democratic Institute
for International Affairs
2030 M Street, NW, Fifth Floor
Washington, DC 20036
Téléphone: 202-728-5500
Fax: 202-728-5520
Site web: www.ndi.org

Réalisé avec l'appui du National Endowment for Democracy.